L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5263 - LUNDI 9 NOVEMBRE 2026

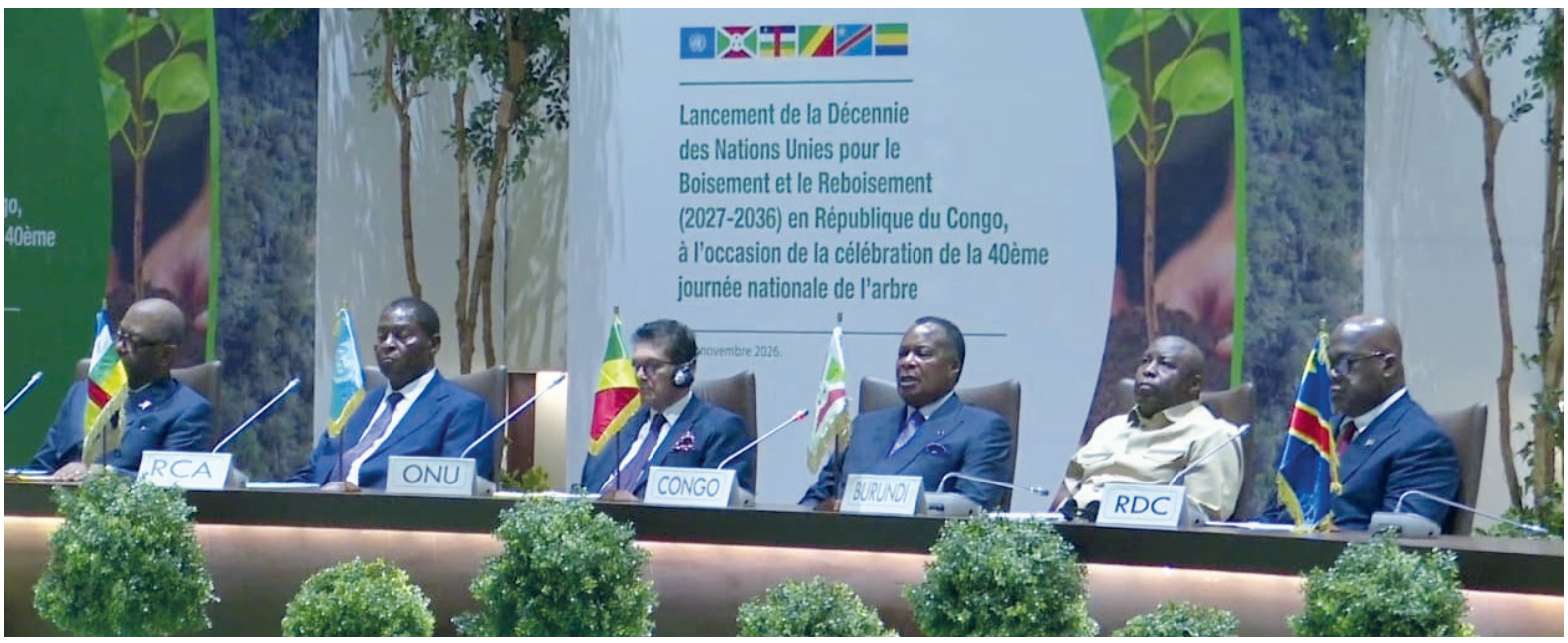
DÉCENNIE MONDIALE DU BOISEMENT

A Brazzaville, les dirigeants saluent « une victoire collective »

La cérémonie du lancement de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, le 6 novembre au Congo, a été suivie d'une conférence de presse réunissant les chefs d'Etat présents ainsi que le président de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies, Khalilur Rahman.

Tour à tour, le président Denis Sassou N'Guesso, ses homologues Evariste Ndayishimiye, Faustin Archange Touadéra, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et le vice-président de la République gabonaise, Alexandre Barro Chambrier, ont unanimement reconnu les efforts entrepris par le Congo relatifs à son plaidoyer en faveur de l'environnement.

Pages 2,3,4,5,6 et 7



Les officiels lors de la conférence de presse/DR

TROISIÈME SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Quand Moscou attire les regards



La plénière des chefs d'État

Le troisième sommet Russie-Afrique a vécu. Et n'est pas passé inaperçu. Réunis dans la capitale russe les 28 et 29 octobre, les deux parties ont émis le vœu de donner une nouvelle impulsion à leur relation en prônant la souveraineté, l'indépendance et le multilatéralisme dans les relations internationales, tout en insistant sur la diversification et le renforcement des partenariats.

Notre reportage en page 16

JUDO JUNIORS

Le Congo réalise une belle performance à Yaoundé

Les athlètes congolais ont glané neuf médailles dont trois en or, cinq en argent et une en bronze, lors de l'Africa cup judo juniors disputée, le 6 novembre, à Yaoundé, au Cameroun. Cette moisson leur a permis d'occuper la deuxième place sur quatorze pays participants à la compétition.

Page 15



Une judokate congolaise/DR

INONDATIONS DANS LA LIKOUALA

Remise d'une assistance humanitaire aux victimes



La ministre au chevet de la population d'Épéna/DR

Accompagné des partenaires des agences du système des Nations unies et des parlementaires, le gouvernement a procédé, le 5 novembre, à la distribution des produits de première nécessité à la population victime d'inondations dans le département de la Likouala.

Page 8

Éditorial

Qui aime l'arbre

Page 2

ÉDITORIAL

Qui aime l'arbre

À partir du moment où l'homme prend conscience de la place qu'occupe la forêt dans la régulation de la vie sur terre, il franchit un pas décisif vers la consolidation de son bien-être.

À partir du moment où de fil en aiguille cette prise de conscience, d'abord individuelle, devient communautaire puis universelle, les initiatives en entraînent d'autres allant de la protection des écosystèmes naturels à la valorisation du patrimoine qui pourra dès lors se transmettre de génération en génération.

Le 6 novembre dernier, c'est pour répondre à ce rendez-vous célébrant la forêt que les Congolais se sont déplacés nombreux au village Impani, dans le district d'Ignié, un des principaux pôles d'attraction du département du Djoué-Léfini, mitoyen de Brazzaville.

Aux côtés du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de ses homologues Évariste Ndayishimiye du Burundi, Faustin Archange Touadéra de la République centrafricaine, Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo, d'Alexandre Barro Chambrier, vice-président de la République gabonaise, ils ont chacun planté un arbre. En présence d'un témoin de marque, le président de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le Dr Khalilur Rahman, ministre bangladais des Affaires étrangères.

La démonstration implacable que le plaidoyer du Congo en faveur du climat porté de longue date a produit ses effets. Le lancement par le chef de l'État de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement 2027-2036 signifie simplement que celui qui aime l'arbre aime la vie.

Peut-on espérer maintenant des partenaires au développement, des investisseurs et des personnalités influentes du monde politique, économique, diplomatique et socio-culturel qu'ils fassent de ce postulat l'expression d'un engagement d'humanité ?

Les Dépêches de Brazzaville

40e JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Reconnaissance mondiale pour le Congo

Le site d'Impani, dans le village éponyme du district d'Ignié, département du Djoué-Léfini, a abrité le 6 novembre la Journée nationale de l'arbre. Un rendez-vous marqué cette année par le lancement, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de la Décennie mondiale du boisement et du reboisement.

La cérémonie s'est déroulée en présence des chefs d'État du Burundi, Évariste Ndayishimiye, président en exercice de l'Union africaine; de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi; de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra; des envoyés spéciaux de leurs homologues et du président en exercice de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies, ministre des Affaires étrangères du Bangladesh, le Dr Khalilur Rahman. Le haut fonctionnaire onusien est venu spécialement soutenir l'initiative portée par le Congo pour l'adoption par la communauté internationale de la décennie mondiale, en célébration pour la période 2027-2036.

Dans son mot de circonstance, la ministre congolaise de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a loué la vision du président Denis Sassou N'Guesso en faveur de la préservation de l'environnement qui vaut la reconnaissance des institutions africaines et mondiales. Elle a rappelé le chemin parcouru par le Congo depuis quatre décennies avant d'en récolter les fruits. Il s'agit, a résumé Rosalie Matondo, d'une victoire diplomatique de Brazzaville en matière environnementale.

Elle a appelé à couronner les efforts du Congo dans la défense des écosystèmes forestiers, en attribuant une distinction particulière au porteur de l'initiative de boisement et de reboisement, le président Denis Sassou N'Guesso. La ministre de l'Economie forestière a invité le pays tout entier à se mobiliser, saluant au passage l'appui des Nations unies.

À son tour, le Dr Khalilur Rahman, convaincu du potentiel dont dispose l'Afrique, a souligné qu'en plus de ses nombreuses richesses naturelles, le continent a aussi de belles idées en partage. *« Les forêts sont indispensables dans la lutte contre les changements climatiques et sont un compagnon pour l'homme. La République du Congo, sous votre leadership, mérite une reconnaissance internationale »*, a t-il indiqué, réclamant la justice pour les nations et les peuples qui œuvrent à la conservation des forêts. *« Nous devons restaurer la confiance à l'échelle des institutions internationales et tenir nos engagements »*, a-t-il poursuivi, ajoutant : *«Il nous faut passer aux actes, améliorer les conditions de vie des populations car aucun pays ne devrait sacrifier son développement à la préservation des forêts ; les efforts de nos pays doivent bénéficier du soutien international »*. Il a promis de porter ce plaidoyer à la COP31 organisée ce mois en Turquie car, *«les promesses seules ne peuvent protéger les forêts»*. Khalilur Rahman veut «une vie plus sûre pour tous dans un monde où le multilatéralisme consolide l'avenir des nations». Puis enfin, a-t-il conclu, *« voici depuis Brazzaville le message que nous adressons au monde : la voix de l'Afrique doit être entendue »*.



Le président burundais a remis à son homologue congolais un plan de manguier/Adiac

Une image symbolique à la fin des premières allocutions, le président burundais a remis à son homologue congolais un plant de manguier prélevé sur le don de 2000 pousses que son pays a offert au Congo. Moment suivi par la déclaration solennelle du président Denis Sassou N'Guesso portant lancement officiel de la Décennie mondiale du boisement et du reboisement. Le chef de l'État a notamment souligné que cette décennie invite à inverser la tendance à détruire les forêts pour enfin renforcer le couvert forestier. Ce jour 6 novembre 2026 est, a-t-il déclaré, *« le point de départ d'une mobilisation nationale et internationale en faveur de la forêt»*. La cérémonie s'est achevée par un planting d'arbres.

Gankama N'Siah

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directrice de la publication : Bénédicte Pigasse de Capèle
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/ Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV
Coordonnateur: Quentin Loubou
Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES
Directeur : Kiobi Chuldron Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE
Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint: Jules César Olebi,
Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière: Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Fondateur : Jean-Paul Pigasse

**Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com*

LANCEMENT DE LA DÉCENNIE DU BOISEMENT ET DE REBOISEMENT

À Brazzaville les dirigeants saluent « une victoire collective »

La cérémonie du lancement de la Décennie mondiale du boisement et du reboisement, le 6 novembre au Congo, a été suivie d'une conférence de presse réunissant les chefs d'Etat présents ainsi que le président de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies, Khalilur Rahman.

Tour à tour, le président Denis Sassou N'Guesso, ses homologues Evariste Ndayishimiye, Faustin Archange Touadera, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et le vice-président de la République gabonaise, Alexandre Barro Chambrier, ont unanimement reconnu les efforts entrepris par le Congo relatifs à son plaidoyer en faveur de l'environnement.

Saluant l'appui apporté à cette initiative par les pays du Bassin du Congo et par l'Union africaine, les dirigeants ont salué « une victoire collective » à travers l'adoption par l'ONU de la décennie mondiale du boisement et du reboisement.

Morceaux choisis :

Denis Sassou N'Guesso :

« Nous pensons qu'avec la prise en main de ce dossier de boisement et de reboisement par la communauté internationale, les partenaires économiques et financiers se mobiliseront pour donner corps à ce projet à l'échelle de l'Afrique et à l'échelle du monde. Nous ne pouvons pas passer notre temps seulement en paroles. Voilà pourquoi nous avons dit que c'est le moment de l'action. C'est le moment de l'action et notre pays s'engage dans cette voie, aux côtés des autres peuples d'Afrique et du monde. C'est à travers les actions concrètes que nous serons jugés et non pas à travers les discours ».



Evariste Ndayishimiye :

« L'adoption de la Décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement par les Nations unies est une victoire que je dirais collective. L'Afrique, c'est le continent le moins pollué ; nous devons avoir en compensation des marchés de carbone qui pourront financer aussi ce projet ».



Faustin Archange Touadera :

« Au niveau des Etats du Bassin du Congo, des efforts sont faits, mais ces efforts ont besoin d'être accompagnés, soutenus par les financements qui sont proposés ».



Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo :

« Nous avons un programme national : «La forêt, c'est nous», et cela peut nous permettre évidemment de développer les plantations forestières à vocation énergétique. C'est pourquoi nous saluons cette initiative de la Décennie des Nations unies sur l'afforestation et le reboisement, qui représente, en fait, une formidable opportunité pour nos nations de renforcer nos efforts locaux ».



Khalilur Rahman :

« Le Congo offre une image forte de notre avenir commun, l'image d'une nation qui plante aujourd'hui ce dont les générations futures hériteront. Planter aujourd'hui, c'est faire confiance à l'avenir. Protéger une forêt aujourd'hui, c'est préserver la vie des générations futures. Le rôle de l'Afrique dans la protection de notre planète doit être reconnu et soutenu ».



Alexandre Barro Chambrier :

« Notre sous-région dispose de plusieurs mécanismes existants que vous connaissez, notamment le Fonds bleu pour le Bassin du Congo et la Commission des forêts du Bassin du Congo que nous devons renforcer pour une vision commune et le plaidoyer international pour la valorisation de notre capital forestier. Cet enjeu est essentiel en plus du marché carbone pour lequel nous demandons un juste prix ».



Appel de Brazzaville à l'action

Excellence M. Évariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi et président en exercice de l'Union africaine ;
Excellence M. Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine ; Excellence M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo ; Monsieur le vice-président de la République gabonaise ; Monsieur Khalilur Rahman, président de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies ; Distingués invités ;



Mesdames, messieurs ;
En dépit des contraintes de vos agendas particulièrement chargés, vous avez accepté d'effectuer le déplacement de Brazzaville et d'honorer notre invitation pour participer, à mes côtés, à un événement hautement significatif.
Soyez les bienvenus dans notre ville-capitale et daignez recevoir toute l'expression de ma gratitude pour votre présence à cette importante cérémonie.
Ces remerciements s'adressent aussi aux pays membres des Nations unies suite au vote du 16 avril 2025, réalisé lors de l'adoption de la Résolution sur la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, dans le cadre d'une gestion durable des forêts, pour la période 2027 – 2036.

Mesdames, messieurs ;
Aujourd'hui, nous honorons l'arbre, ce précieux compagnon de l'homme. Par ses fruits, il nous nourrit. Par ses feuilles, ses écorces et ses racines, il nous soigne grâce aux vertus de ses médicaments.
Un grand artiste musicien contemporain de notre pays a même magnifié la constance de l'arbre dans son amitié avec l'homme, sa fidélité ancrée dans son silence et sa fixité. L'arbre demeure notre meilleur allié et un pilier central dans la lutte contre les changements climatiques.
Cette décennie pour le boisement et le reboisement nous invite :
- à inverser la tendance de la perte des forêts dans le monde ;
- à accroître le couvert forestier dans nos pays respectifs ;
- à développer les plantations forestières et agroforestières à usages multiples ;
- à préserver la biodiversité ;
- à faire émerger de nouvelles économies vertes.

Mesdames, messieurs ;
En ce 6 novembre 2026, à l'occasion de de la Journée nationale de l'arbre, une tradition que notre pays honore fièrement depuis plus de quarante ans, la République du Congo franchit un cap historique en lançant officiellement la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, 2027 – 2036.
Ce lancement doit marquer le point de départ d'une mobilisation générale en faveur de l'afforestation et du reboisement, tant au niveau national qu'international. J'invite également tous les États membres des Nations unies, les organisations internationales et régionales, les institutions financières, les entreprises et les partenaires techniques à s'approprier cette Décennie et à traduire ses ambitions en programmes concrets de sylviculture, en financements accessibles et en résultats mesurables.

Mesdames, messieurs ;
Planter davantage d'arbres peut nous aider à trouver des alternatives pérennes pour le bois de chauffe, à préserver les zones à haute pression démographique, à inverser la perte de nos forêts naturelles, à restaurer les zones dégradées et érodées, mais aussi, à développer les plantations forestières et agroforestières à vocations multiples, susceptibles de générer des opportunités économiques durables au bénéfice de nos populations.
Au-delà de ces bienfaits, soulignons enfin que l'arbre occupe une place centrale dans les sociétés africaines, comme en témoigne la tradition emblématique de l'arbre à palabres. Chez nous, les grandes réunions de la contrée se tenaient toujours sous l'arbre à palabres, là même où étaient tranchés les grands conflits. C'est en cela que l'arbre à palabres a toujours été perçu comme un vecteur d'espérance et un véritable artisan de cohésion et de paix. La jeunesse doit être au cœur de cette dynamique qui rend toute sa place à l'arbre. C'est aux jeunes que nous devons donner les moyens, les compétences et les opportunités de construire une économie verte créatrice d'emplois et porteuse d'avenir.

Mesdames, messieurs ;
Le Congo prend sa part de responsabilité. Mais, aucun pays ne pourra, à lui seul, relever les défis climatiques auxquels notre planète est confrontée. Faisons donc de cette Décennie un engagement partagé, soutenu par une véritable solidarité internationale et par une volonté politique constante. Que Brazzaville soit aujourd'hui le point de départ d'une mobilisation mondiale dont les générations futures pourront mesurer les résultats, car, l'avenir de nos forêts ne se décidera pas dans nos discours, mais dans nos actions.
Que cet Appel de Brazzaville à l'Action résonne à travers le monde en faveur des arbres afin que, au moindre souffle de vent, leurs feuilles chantent l'hymne à la paix. Sur cette note d'optimisme, je déclare officiellement lancée, en République du Congo, la mobilisation nationale pour la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, 2027 – 2036.
Vive la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, 2027 – 2036 ! Vive la coopération internationale ! Vive la République du Congo !

Je vous remercie.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE BOISEMENT ET LE REBOISEMENT

Des engagements renouvelés

La Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement a été lancée le 6 novembre à Ignié, dans le département du Djoué-Léfini, en présence des chefs d'Etat du Burundi, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo (RDC) et du vice-président du Gabon, ainsi que du président de la 81e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). Intervenant au cours d'une conférence de presse à laquelle a pris part le président Denis Sassou N'Guesso, ils ont tous réaffirmé leur soutien à cette initiative mondiale.



Les chefs d'Etat et autres personnalités coanimant la conférence de presse/DR

Le chef de l'Etat burundais, président en exercice de l'Union africaine, Evariste Ndayishimiye, s'est félicité, au cours de la conférence de presse, de l'initiative de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement. Profitant de cet échange avec les journalistes, il a présenté la situation de son pays en matière de préservation de l'environnement, avant d'en appeler à l'accompagnement des initiatives prises en ce sens. *« L'adoption de la Décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement par les Nations unies est une victoire que je dirais collective. L'Afrique, c'est le continent le moins pollué ; nous devons avoir en compensation des marchés de carbone qui pourront financer aussi ce projet »*, a-t-il signifié.

Partie intégrante du bassin du Congo, la République centrafricaine, confrontée à des pressions croissantes sur ses ressources forestières, partage également une vision. *« Au niveau des Etats du bassin du Congo, des efforts sont faits, mais ces efforts ont besoin d'être accompagnés, soutenus par les financements qui sont proposés »*, a souligné le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra.

Regorgeant d'importantes ressources forestières, la RDC a elle aussi salué l'initiative du président congolais, Denis Sassou N'Guesso, devenue une cause de portée internationale. En effet, les efforts en matière de protection de l'environnement en RDC s'articulent notamment autour d'un nouveau plan forestier national, validé en juin dernier. Rappelant quelques préoccupations en lien avec cette politique, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a relevé la nécessité d'intensifier l'afforestation et le reboisement à travers un programme national. *« Nous avons un programme national :* «La forêt, c'est nous», *et cela peut nous permettre évidemment de développer les plantations forestières à vocation énergétique. C'est pourquoi nous saluons cette initiative de la Décennie des Nations unies sur l'afforestation et le reboisement, qui représente, en fait, une formidable opportunité pour nos nations de renforcer nos efforts locaux »*, a laissé entendre le président de la RDC.

« Nous ne pouvons pas passer notre temps seulement en paroles »

Le vice-président de la République gabonaise, Alexandre Barro-Chambrier, de son côté, a partagé l'expérience de son pays, en se référant au Plan national de croissance et de développement qui met notamment l'accent sur la résilience environnementale. Il a plaidé pour le renforcement des mécanismes en faveur de l'environnement comme le Fonds bleu pour le bassin du Congo. *« Notre sous-région dispose de plusieurs mécanismes existants que vous connaissez, notamment le Fonds bleu pour le bassin du Congo et la Commission des forêts du bassin du Congo que nous devons renforcer pour une vision commune et le plaidoyer international pour la valorisation de notre capital forestier. Cet enjeu est essentiel en plus du marché du carbone pour lequel nous demandons un juste prix »*, a-t-il déclaré. Il a précisé que le Gabon sera aux côtés des pays frères présents pour la Décennie 2027-2036 et bien au-delà.

Le président de la 81e Assemblée générale de l'ONU, Khalilur Rahman, quant à lui, a félicité le président Denis Sassou N'Guesso pour cette initiative dont les retombées contribueront à lutter contre les changements climatiques à travers la mobilisation qu'elle suscitera.

Hôte de l'événement, le chef de l'Etat congolais a indiqué que la décennie est désormais une question mondiale qui requiert des financements conséquents en vue de sa mise en œuvre effective. *« Cette question devient une question mondiale, comme ces questions se posent à l'occasion des débats de la COP. En ce qui concerne le Congo, nous allons poursuivre notre effort dans la même direction »*, a réaffirmé Denis Sassou N'Guesso.

Evoquant l'épineuse question sur les financements, il garde bien présent à l'esprit les différentes promesses faites depuis la COP à Copenhague. Car, avec l'appropriation de cette initiative par la communauté internationale, la mobilisation générale des partenaires n'est plus exclue. *« Nous pensons qu'avec la prise en main de ce dossier de boisement et de reboisement par la communauté internationale, les partenaires économiques et financiers se mobiliseront pour donner corps à ce projet à l'échelle de l'Afrique et à l'échelle du monde. Nous ne pouvons pas passer notre temps seulement en paroles. Voilà pourquoi nous avons dit que c'est le moment de l'action.et notre pays s'engage dans cette voie, aux côtés des autres peuples d'Afrique et du monde. C'est à travers les actions concrètes que nous serons jugés et non pas à travers les discours »*, a assuré le président de la République du Congo.

Parfait Wilfried Douniama

« Nous avons un programme national : «La forêt, c'est nous», et cela peut nous permettre évidemment de développer les plantations forestières à vocation énergétique. C'est pourquoi nous saluons cette initiative de la Décennie des Nations unies sur l'afforestation et le reboisement, qui représente, en fait, une formidable opportunité pour nos nations de renforcer nos efforts locaux »

BOISEMENT ET REBOISEMENT

Brazzaville point de départ d'une mobilisation internationale

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en présence du président en exercice de la 81e session de l'assemblée générale des Nations unies, Khalilur Rahman, a donné le 6 novembre à Ignié, dans le département du Djoué-Léfini, le coup d'envoi des actions liées à la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, allant de 2027 à 2036.

L'événement a coïncidé avec la 40e célébration de la Journée nationale de l'arbre, instaurée par le Congo depuis 1984 pour sensibiliser la population à la protection de l'environnement, lutter contre la déforestation et renforcer le couvert forestier. Aux côtés du chef de l'État congolais figuraient le président en exercice de l'Union africaine, Évariste Ndayishimiye, deux chefs d'État et de gouvernement des pays de la sous-région du bassin du Congo, à savoir celui de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et de la Centrafrique, Faustin Archange Touadéra, sans oublier le vice-président gabonais. Ils étaient tous venus témoigner leur soutien à cette initiative mondiale.



Denis Sassou N'Guesso arrosant un plant après l'avoir mis en terre/DR

Dans son message intitulé « L'appel de Brazzaville », le président de la République a invité la communauté internationale à s'investir davantage afin que cette décennie soit couronnée de succès, avec des actions concrètes au bénéfice de l'humanité. *« Le Congo prend sa part de responsabilité, mais aucun pays ne pourra à lui seul relever les défis climatiques auxquels notre planète est confrontée »*, a déclaré Denis Sassou N'Guesso. Il a appelé ses homologues à faire de cette décennie un engagement partagé, soutenu par une véritable solidarité et volonté politique constante *« car l'avenir des forêts ne se décidera pas dans nos discours, mais dans des actions »*, a-t-il indiqué.

La jeunesse au cœur de l'économie verte

Le président de la République a placé la jeunesse au cœur de cette volonté de préserver l'environnement qui, selon lui, doit être au centre de cette dynamique qui rend toute sa place à l'arbre. *«C'est aux jeunes que nous devons donner les moyens, les compétences et les opportunités de construire une économie verte, créatrice d'emplois et porteuse d'avenir »*, a souligné Denis Sassou N'Guesso. Il a insisté, par ailleurs, sur les multiples bénéfices du planting d'arbre qui permettent notamment des recherches alternatives pérennes pour les bois de chauffe, la préservation des zones à haute pression démographique, l'inversion de la perte des forêts naturelles et la restauration des zones dégradées, érodées et de développement de plantations forestières et agro-forestières susceptibles de générer des opportunités économiques durables. *« Que Brazzaville soit aujourd'hui le point de départ d'une mobilisation mondiale, dont les générations futures pourront mesurer les résultats »*, a souhaité Denis Sassou N'Guesso.

Une initiative devenue internationale

Lancée en 2024 par le président Denis Sassou N'Guesso, l'initiative de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement a été adoptée le 16 avril 2025 par l'Assemblée générale des Nations unies. Cent cinquante-cinq pays membres avaient voté pour et un seul s'était opposé. Ce passage d'une initiative nationale à une urgence mondiale a été salué par le président de la 81e assemblée générale des Nations unies, Khalilur Rahman, qui y voit *« une image forte de l'avenir commun de la planète. D'une Nation qui plante aujourd'hui ce que les générations futures hériteront»* , ajoutant que «La voix de l'Afrique doit être entendue ».

La ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a rappelé, pour sa part, *« qu'il s'agissait là de la survie de l'humanité »*. L'historique de cette cérémonie a démontré, pour elle, l'attachement du Congo à l'arbre, à la forêt et à la préservation du patrimoine naturel.

Fort de 40 ans d'expérience en matière de planting d'arbres, le Congo confirme ainsi sa volonté politique constante en faveur de la protection de la planète. Au terme de la cérémonie, les chefs d'État et les personnalités présentes ont planté des arbres de plusieurs espèces allant de l'acacia aux arbres fruitiers.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

La Décennie des Nations unies, le fruit d'un long plaidoyer

Le président du Rassemblement des républicains réformateurs (3R), Juste Désiré Mondelé, qui a pris part le 6 novembre au lancement de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement à Ignié, dans le département du Djoué-Léfini, aux côtés des autres autorités, a rappelé que cet événement est le fruit d'un dur labeur, d'un long plaidoyer mené par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Juste Désiré Mondelé a non seulement participé à la 40e Journée nationale de l'arbre, mais également a mobilisé les militants de son jeune parti politique créé le 30 octobre dernier. Il a salué, en effet, l'initiative du chef de l'Etat congolais qui mobilise depuis quatre décennies son peuple pour planter les arbres. *« Le président de la République a multiplié des initiatives pour mobiliser la jeunesse : une école, un champ; la Journée nationale de l'arbre dont la 40e édition est couplée au lancement de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement, une initiative devenue mondiale »*, s'est réjoui Juste Désiré Mondelé.

Au moment où il y a encore des climatosceptiques, consacrer dix ans en faveur du reboisement, a-t-il souligné, c'est créer des emplois dans plusieurs domaines dont l'économie verte. Il s'agit aussi de mobiliser la jeunesse. *« Plus que jamais les Congolais prennent conscience du phénomène de déforestation mais aussi de la plus-value que l'arbre apporte aujourd'hui. L'appel a été lancé par le président de la République, ce sont toutes les couches sociales qui vont se mobiliser : l'Etat, les collectivités locales, surtout les jeunes, parce que c'est l'avenir. Le président a rappelé que l'arbre est un compagnon de vie, c'est aussi l'héritage que l'on lègue en réalité à cette jeunesse qui devrait prendre conscience de cette donne importante »*, a commenté le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier.

Côté mobilisation sur le terrain, le président du 3R a confié la tâche au porte-parole de son parti, Hermann Dzabanguila. Parti de la majorité présidentielle, le 3R veut se positionner comme une troisième force de mobilisation en faveur du président de la République. Habitués à la vague bleue de Digne Elvis Tsalissan Okombi ou la lave rouge de Ninon Ngouamba du Parti congolais du travail, les visiteurs du site de planting d'arbres d'Ignié ont découvert les oranges de Juste Désiré Mondelé. *« Nous sommes un parti de la majorité présidentielle, conformément à la Journée du 6 novembre, nous soutenons la vision du chef de l'Etat, voilà pourquoi nous sommes présents à cette activité. A la population congolaise, nous devons tous œuvrer pour que cette journée soit effective sur toute l'étendue du territoire national. De la même manière que cela se passe ici à Djoué-Léfini, nous devons aussi planter des arbres sur toute l'étendue du territoire national, surtout les membres du 3R qui doivent être actifs là où ils sont »*, a expliqué Hermann Dzabanguila.



Juste Désiré Mondelé plantant un arbre/DR

Insistant sur la nécessité de protéger les vies par le planting d'arbres, il a réitéré l'engagement du 3R à participer à toute activité qui sera organisée par cette plateforme politique. *« Le 3R est là pour respecter le cahier des charges du chef de l'Etat, pour appuyer, soutenir toute activité. Donc, nous félicitons le président de la République qui a toujours lutté contre le réchauffement climatique, nous avons tous vu, il défend l'Afrique au niveau mondial, pour cela, nous demandons à nos militants d'en faire autant »*, a conclu le porte-parole du 3R.

Parfait Wilfried Douniama

BOISEMENT ET REBOISEMENT

L'Académie militaire participe activement à la protection de la biodiversité

Mille quatre cents pieds d'acacias et d'albizia ont été semés sur une vaste étendue à l'extérieur de l'Académie militaire Marien-Ngouabi, située à la périphérie nord de Brazzaville, en rapport avec la Journée nationale de l'arbre célébrée le 6 novembre de chaque année.

Pour le coup d'envoi de l'opération, deux essences forestières ont été proposées : l'acacias et l'albizia. *« Les quatre cents albizia et les mille acacias sont des plants lumineux, fertilisants et qui libèrent plus d'azote ; ça rend riche le sol et renforce la couche d'ozone »*, a expliqué le commandant Massiélé dans sa présentation technique de l'activité.

S'exprimant à l'issue de cette opération, dans le cadre de la 40e édition de la Journée nationale de l'arbre, le commandant de l'Académie militaire Marien- Ngouabi, le colonel Bienvenu Désiré Moundélé-Ngollo, a déclaré que planter un arbre, c'est lutter pour la préservation de la planète et nous ne pouvons



Le colonel Désiré Moundélé-Ngollo pendant l'opération/DR

être en marge de cette initiative salutaire pour la planète et l'environnement. *« En pareille circonstance, tout citoyen se devrait de planter un arbre et l'Académie militaire Marien-Ngouabi en tant que structure ne pouvait être en marge de cette initiative nationale, c'est tout le sens de mise en terre des plants qui s'effectue ce jour, mais également ce planting là se fait pour obéir aux orientations de notre hiérarchie »*, a-t-il indiqué, soulignant que le site sur lequel nous nous trouvons, il y a les arbres qui ont été plantés ici en 2019 par M. Charles Richard Mondjo, ministre de la Défense. Et sept ans après, ces arbres ont donné naissance à une forêt quelque peu clairsemée. Et nous avons pensé la densifier sur la base des instructions de la hiérarchie, notamment l'actuel ministre de la Défense nationale, M. Raymond Zéphirin Mboulou, qui avait formulé le vœu de venir planter des arbres ici, mais son agenda ne le lui a pas permis. Nous matérialisons donc cette volonté.

La Journée nationale de l'arbre, rappelons-le, est une initiative du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lorsqu'il planta, le 6 mars 1984, le premier arbre millénaire du massif du Congo. Depuis lors, le 6 novembre de chaque année, tout citoyen congolais a le devoir civique de planter un arbre, conformément aux dispositions de la loi portant institution de cette journée.

Guillaume Ondze

ATELIER 5
ESPACE BEAUTÉ
Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE
Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE
«MON PREMIER ÉCLAT»
Hammam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal
Bon de réduction -20% sur l'achat de produits
50 000 FCFA
35 000 FCFA
ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE
«BEAUTÉ INITIATION»
Shampoing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils
Bon de réduction -20% sur l'achat de produits
50 000 FCFA
35 000 FCFA
ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE
Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total	**99 000 FCFA**	Hammam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent Journée complète – économie de 36 000 FCFA
Pause Bien-Être	**59 000 FCFA**	Hammam (1 h) · Massage relaxant (1 h) · Soin visage flash éclat (1 h) · Pose vernis normal Demi-journée – économie de 21 000 FCFA
Beauté du Quotidien	**55 000 FCFA**	Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1 h) · Épilation sourcils + lèvre 3 heures environ – économie de 20 000 FCFA
Reine d'un Jour	**95 000 FCFA**	Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA
Harmonie Couple	**100 000 FCFA**	Hammam (1 h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes Forfait existant Atelier 5
Corps Sublimé	**60 000 FCFA**	Hammam (1 h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min) Détox corps – économie de 20 000 FCFA
Épilation Complète	**45 000 FCFA**	Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA
Abonnement Mensuel	**49 000 FCFA/mois**	Shampoing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS
Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.
-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.
-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.
-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.
- Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ
Av. Amilcar Cabral, 1er étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville
Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 • Email : 242atelier5@gmail.com
@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

INONDATIONS DANS LA LIKOUALA

Le gouvernement lance la distribution des kits alimentaires

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Lydie Pongault, a lancé, le 5 novembre dans le département de la Likouala, l'opération de distribution de produits de première nécessité au profit de la population sinistrée à cause des inondations.

Accompagnée des représentants des agences du système des Nations unies, des parlementaires et des autorités locales, la ministre a donné aux sinistrés des moyens de subsistance nécessaires à leur relèvement. Il s'est agi de bidons d'huile, de sacs de riz, de filets de pêche ainsi que de bâches. Cette action vise un retour à la vie quotidienne décente pour les habitants victimes des inondations dans le Nord du pays.

La ministre a ensuite parcouru plusieurs village, d'Impfondo à Épéna, pour rassurer les sinistrés et les encourager à se faire vacciner contre les maladies d'origine hydrique. Face à ce drame, elle a indiqué que le gouvernement allait assumer pleinement ses responsabilités en venant en aide à la population dépourvue.

Les sinistrés ont salué la présence rapide du gouvernement à leurs côtés. Pour les autorités locales du département, ce geste témoigne de sa volonté de ne laisser aucune famille au bord de la route. Les opérations de distribution, menées par les équipes du ministère des Affaires sociales, continuent sur le terrain.

Jean Pascal Mongo-Slyhm



La ministre au chevet de la population d'Épéna/DR

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Congo se dote d'un Plan national d'adaptation

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a lancé, le 3 octobre à Brazzaville, le processus d'élaboration du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) et son plan d'investissement.

Cette initiative vise à identifier les vulnérabilités du pays et à mobiliser des financements en faveur d'actions concrètes et d'investissements responsables. Les effets du changement climatique, notamment les inondations, constituent désormais un défi majeur pour le développement de la République du Congo. Entre la recrudescence des inondations, la dégradation des écosystèmes, les menaces pesant sur les ressources en eau et les perturbations des activités agricoles, les conséquences du dérèglement climatique se font de plus en plus ressentir sur le territoire national.

Selon les projections évoquées lors de l'atelier du processus d'élaboration du PNA, les inondations représentent près de 38% au Congo et les rendements agricoles pourraient enregistrer une baisse de 5 à 15 % à l'horizon 2050. À cela s'ajoutent les risques liés à l'élévation du niveau de la mer qui accentuent la vulnérabilité des zones côtières et menacent notamment la disponibilité des ressources en eau potable.

C'est dans ce contexte que le gouvernement congolais entend se doter d'un instrument stratégique permettant d'anticiper les risques climatiques et de mieux orienter les politiques publiques. Le lancement du processus d'élaboration du PNA s'inscrit ainsi dans la continuité des engagements pris par le Congo pour consolider sa résilience face aux effets du changement climatique.



Les participants/Adiac

La cérémonie a réuni plusieurs partenaires techniques et financiers, à savoir l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD), ainsi que des experts et acteurs engagés dans la protection de l'environnement.

Prenant la parole à cette occasion, l'ambassadrice de l'Union européenne au Congo, Anne Marchal, a insisté sur la nécessité de promouvoir une approche inclusive de l'adaptation climatique, associant toutes les composantes de la société, particulièrement les jeunes, les femmes et la population autochtone.

« Il est très important de mobiliser les citoyens pour voir comment, dans leur quotidien, ils peuvent contribuer à l'adaptation, trouver des méthodes parfois traditionnelles, parfois innovantes, et parvenir à combiner les deux. Il s'agit également de donner à nos citoyens les moyens nécessaires et de les sensibiliser », a-t-elle souligné.

De son côté, l'AFD, partenaire financier de cette initiative, a réaffirmé son engagement à accompagner le Congo dans la réalisation de ses objectifs environnementaux. Son directeur général, Antoine Chevalier, a rappelé la portée stratégique du PNA dans la définition des priorités et la mobilisation des ressources financières.

« Le Plan national d'adaptation est avant tout un processus permettant à un pays de caractériser ses vulnérabilités, de définir ses priorités ainsi que ses politiques sectorielles, ses budgets et ses plans de développement, tant au niveau national que local. Il constitue ainsi un levier décisif pour mobiliser les financements nécessaires à l'adaptation climatique, à travers l'identification de projets prioritaires », a-t-il expliqué.

Dans son discours de circonstance, la ministre Arlette Soudan-Nonault, également secrétaire exécutive de la Commission climat du bassin du Congo, a souligné l'importance de cette démarche pour l'avenir environnemental et socio-économique du pays. Selon elle, ce plan permettra d'identifier les secteurs d'activité, les territoires et la population la plus exposée aux risques climatiques, afin de définir des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long terme.

Elle a également rappelé que cette initiative constitue une avancée importante dans la concrétisation des engagements internationaux du Congo, notamment ceux découlant de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris.

« Le Plan national d'adaptation que nous lançons aujourd'hui constitue une étape majeure dans la mise en œuvre de nos engagements au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris, notamment l'objectif mondial sur l'adaptation instauré par son article 7. Il répond également aux objectifs fixés par le cadre de résilience mondiale adopté lors de la COP28, qui invite toutes les parties à disposer d'un Plan national d'adaptation d'ici à 2030 », a-t-elle déclaré.

À l'issue de ce processus, le Congo devrait disposer d'une liste de mesures d'adaptation hiérarchisées ainsi que d'un programme d'investissement destiné à soutenir leur mise en œuvre. Au-delà de la planification, l'enjeu sera désormais de transformer ces orientations en actions concrètes, capables de protéger la population, de préserver les ressources naturelles et de renforcer durablement la résilience du pays face aux changements climatiques.

Fortuné Ibara

PASSATION DES MARCHÉS

Le ministère du Commerce obtient le financement des projets phares

« Le ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation chargé de la Zone de libre-échange continentale africaine a obtenu des fonds dans le cadre du budget de l'État exercice 2026 volet investissement », indique le Bulletin officiel d'annonces des marchés publics du 4 novembre 2026.

Le département ministériel compte allouer une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés publics relatifs aux fournitures et services. Il s'agit notamment de l'acquisition d'équipement d'identification numérique dédiés aux équipes de contrôle sur le terrain, d'équipement informatique et technique du ministère. Il y a, par ailleurs, l'acquisition d'équipement pour l'organisation des foires nationales du commerce et la promotion des produits locaux.

Le Bulletin édité par l'Autorité de régulation des marchés publics souligne également que les marchés financés dans le cadre de l'exécution du budget d'investissement de l'État exercice 2026 seront passés conformément aux procédures spécifiées dans le code des marchés publics et sont ouverts à tous les candidats éligibles.

Rominique Makaya

SANTÉ MATERNELLE

Le Fnuap congratule les médias

Le Fonds des nations unies pour la population (Fnuap) a organisé, le 5 novembre, à Brazzaville la cérémonie de reconnaissance des médias qui se sont distingués dans le traitement des sujets liés, entre autres, à la santé maternelle et reproductive, l'égalité des genres ou la protection des mineurs.

L'événement qui a été placé sous le signe de la mobilisation pour la santé maternelle a mis en lumière le rôle crucial des professionnels de l'information dans la promotion des droits humains et de la santé reproductive. Il était dédié à l'excellence journalistique et à la lutte contre la mortalité maternelle.

Organisée par le Fnuap, cette rencontre a permis de récompenser les meilleures productions médiatiques engagées dans des thématiques vitales telles que la santé maternelle et la planification familiale. Pour départager les candidats, le jury s'est appuyé sur une grille d'évaluation rigoureuse comportant sept critères précis totalisant 100 points, à savoir la pertinence du sujet, l'exactitude des informations, la qualité journalistique, l'utilisation de données et de sources crédibles, la sensibilité au genre et aux droits humains, l'impact et la portée du contenu, l'innovation et la créativité.

Le prix de la meilleure production de la presse écrite a été décerné au journal La Semaine africaine. Les Dépêches de Brazzaville ont occupé la deuxième place. Le prix du meilleur média en ligne revient à la brève online tandis que Vox TV a remporté le prix de meilleure production télévisuelle. La radio Mucodec s'est adjugé le prix de meilleure production radiophonique. le prix spécial du jury revient à TV 242.



Le représentant des Dépêches de Brazzaville recevant le certificat/Adiac

Alors qu'au Congo la mortalité maternelle reste un défi majeur estimée à 304 décès pour 100 000 naissances vivantes, l'implication des médias à travers ces critères d'excellence s'avère indispensable.

La représentante du Fnuap a salué ceta engagement fort lors de son allocution, soulignant l'impact direct du travail journalistique. *« Chers professionnels des médias, vos productions soumises à cette compétition constituent une illustration d'encouragement de votre engagement. elles démontrent que les médias congolais peuvent contribuer à faire évoluer les perceptions, à promouvoir les droits humains et à rapprocher les informations et les services de la population »*, a indiqué la représentante du Fnuap en République du Congo, Dr Agnès Kayitankore.

Signature du protocole d'accord

La cérémonie officielle a été marquée par la signature d'un protocole d'accord stratégique entre le Fnuap et MTN. Ce partenariat vise à intensifier la mobilisation des ressources et à exploiter les innovations technologiques ainsi que les solutions de paiement numériques à travers la plateforme de collecte de fonds de mobile money au service de la solidarité nationale.

Cette synergie entre les agences onusiennes, les pouvoirs publics, le secteur privé et les médias traduit une conviction profonde : la réponse aux défis de la santé publique nécessite une union sacrée pour que plus aucune femme ne perde la vie en donnant la vie.

Rude Ngoma

MADIBOU

« Le Havre » rapproche la prise en charge médicale de la population

L'accès aux soins de santé de proximité a franchi une nouvelle étape à Massissia, dans le 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou, avec l'inauguration, le 4 novembre, du Centre de consultations et laboratoire d'analyses médicales « Le Havre ». Initié par la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) avec l'appui de la Fondation Mérieux, cet établissement ambitionne de faciliter l'accès aux consultations et aux examens médicaux pour les habitants de Madibou et des quartiers environnants.

La cérémonie officielle, placée sous le haut patronage du ministre de la Santé et de la Population représenté par le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Rigobert Maboundou, s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, notamment l'ambassadrice de France au Congo, le consul de San Marin, le président de la Fondation Mérieux, ainsi que des représentants des institutions partenaires et des autorités locales.

Prenant la parole, la Pre Francine Ntoumi, présidente de la FCRM, a exprimé sa joie de voir aboutir un projet conçu pour répondre aux besoins sanitaires des familles de Massissia, de Madibou et des environs. Pour elle, « Le Havre » se veut avant tout un espace d'accueil, d'écoute et de soins de qualité. Elle a rappelé que cette infrastructure traduit une ambition portée par la Fondation depuis sa création en 2008 : faire en sorte que la recherche médicale contribue concrètement à améliorer la vie de la population.

La Pre Francine Ntoumi a terminé son propos par une profonde reconnaissance à la Fondation Mérieux pour son soutien financier, au ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique pour son appui multiforme ainsi qu'aux partenaires et équipes de la FCRM pour leurs efforts et leur persévérance.

Présent à cette inauguration, le président de la Fondation Mérieux, Alain Mérieux, a salué le parcours et l'engagement de la Pre Francine Ntoumi. Il a réaffirmé la volonté de sa Fondation de rester aux côtés de la FCRM et de soutenir son action en faveur de la santé de la population congolaise.

« Nous avons été à vos côtés, nous le sommes et nous serons à vos côtés », a-t-il martelé.

Pour sa part, le ministre Rigobert Maboundou a souligné la portée de cette infrastructure. *« Le centre de santé Le Havre revêt une importance particulière, dans la mesure où il participe au renforcement de l'offre nationale de soins »*, a-t-il fait savoir. Le ministre de la Recherche scientifique a également insisté sur le lien indispensable entre recherche biomédicale et pratique médicale, rappelant que les progrès scientifiques permettent d'améliorer le diagnostic, la prévention et la prise en charge des maladies.



Coupure du ruban symbolique par le ministre Rigobert Maboundou marquant l'inauguration du centre de santé Le Havre/Adiac

Après les différents discours, le ministre Rigobert Maboundou a coupé le ruban symbolique, suivi de la visite du rez-de-chaussée des installations sanitaires par les autorités présentes. Le centre propose une offre diversifiée comprenant la médecine générale, des consultations spécialisées en cardiologie, gynécologie et pédiatrie, ainsi que des services de radiologie, d'échographie et d'analyses médicales. Une palette de prestations qui devrait permettre aux habitants de bénéficier de plusieurs services de santé dans un même établissement, tout en limitant les déplacements vers d'autres quartiers de la capitale.

Du côté des habitants de Massissia, l'ouverture de cette nouvelle structure sanitaire est une aubaine. *« Ce centre représente une réelle possibilité de se faire consulter et de réaliser des examens médicaux à proximité. Un pas supplémentaire vers une santé plus proche de la population de l'arrondissement 8 »* , a confié Solange Malanda.

Merveille Jessica Atipo

ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE

Le Guide d'application des normes

Le document adopté le 6 novembre, à Brazzaville, marque une nouvelle étape dans l'amélioration de l'éducation de la petite enfance en République du Congo.

« Le Guide d'application des normes et standards est un référentiel technique national de l'éducation préscolaire des enfants âgés de 3 à 5 ans, destiné à harmoniser les pratiques, à renforcer la gouvernance des établissements, à en améliorer durablement la qualité », peut-on lire au préambule du document signé par le ministre en charge de l'Enseignement préscolaire.

Structuré autour de six domaines et de seize normes minima, le document propose des orientations pédagogiques propres au préscolaire, permettant aux acteurs concernés d'apprécier le niveau de conformité des structures préscolaires, d'identifier les insuffisances et de mettre en œuvre des actions progressives adaptées. Il est un outil d'accompagnement, d'encadrement, d'amélioration continue de la qualité de l'éducation préscolaire.



Le coordonnateur du programme «Trésor» remettant le Guide à la directrice de cabinet du ministre en charge de l'Enseignement préscolaire/Adiac

L'adoption de ce Guide est un fait, son application en est un autre. Pour la directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Régine Tchicaya Oboa, les acteurs impliqués doivent travailler main dans la main pour une application réussie des normes et standards.

« Sa mise en œuvre devra contribuer à améliorer les conditions d'accueil des enfants âgés de 3 à 5 ans, la qualité des infrastructures et des équipements, les pratiques pédagogiques, les compétences du personnel, la gestion et la gouvernance des établissements préscolaires », a-t-elle souligné, lors de la clôture de l'atelier de validation du document.

Il convient de préciser que le Guide d'application des normes et standards de l'éducation préscolaire est validé dans le cadre du programme de transformation du système éducatif pour des meilleurs résultats, dit « Trésor », dont Arsène Boukita est coordonnateur. Ce programme vise, entre autres, à améliorer l'accès équitable à une éducation de base de qualité, avec une focalisation sur les zones majoritairement rurales, accueillant la population vulnérable : réfugiés, autochtones, etc.

Rominique Makaya

Le Congo accélère la bataille pour un enseignement de qualité

La première revue sectorielle conjointe de l'éducation s'est tenue du 3 au 5 novembre, à Brazzaville. Elle vise l'adoption de la Stratégie sectorielle de l'éducation (SSE) 2021-2030 et entend accélérer les réformes du système éducatif afin d'améliorer durablement la qualité des enseignements et des apprentissages.

La rencontre a été placée sous le leadership du ministère de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Elle a réuni les ministères en charge de l'éducation, les partenaires au développement, les organisations de la société civile ainsi que les autres parties prenantes du secteur.

L'objectif a été d'examiner les avancées enregistrées dans l'application de la stratégie sectorielle et du Pacte de partenariat 2024-2029, tout en identifiant les insuffisances qui freinent encore les performances du système éducatif. Les échanges ont débouché sur des mesures prioritaires susceptibles d'améliorer l'accès à une éducation de qualité.

Les discussions se sont déroulées dans un contexte marqué par des résultats préoccupants révélés par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs 2024, sur les acquis scolaires des élèves du primaire et du collège. Les difficultés persistantes dans la maîtrise des compétences fondamentales, notamment en lecture et en mathématiques, ainsi que le recul des performances en fin de cycle primaire par rapport à l'évaluation de 2019, ont mis en évidence l'urgence de renforcer les politiques d'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Pour mesurer les progrès accomplis, les participants se sont appuyés sur les données statistiques et les analyses récentes afin d'évaluer les performances du secteur au regard des objectifs fixés pour 2030. L'examen a porté également sur le niveau d'exécution du Plan triennal d'actions budgétisé 2021-2023, en tenant compte des activités programmées et des engagements souscrits par le gouvernement et ses partenaires.

Une attention particulière a été, par ailleurs, accordée à la revue à mi-parcours du Pacte de partenariat 2024-2029, notamment à sa réforme prioritaire consacrée à l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages.

Les travaux techniques préparatoires se sont déroulés les 3 et 4 novembre. La journée du 5 novembre, quant à elle, a été consacrée aux échanges entre décideurs et partenaires, à l'examen des principales conclusions et à l'adoption de recommandations prioritaires. Une feuille de route définissant les responsabilités des différentes parties prenantes, les échéances de mise en œuvre et les mécanismes de suivi a été également établie.

Au-delà du bilan des réformes engagées, cette rencontre a constitué une étape importante pour renforcer la coordination des interventions, consolider le dialogue entre les acteurs et promouvoir une meilleure redevabilité dans la gestion du secteur éducatif. Ses conclusions vont contribuer à orienter les priorités du Plan national de développement 2027-2031 et à instaurer un dispositif régulier de suivi des performances scolaires.

Fortuné Ibara

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les revendications sociales au cœur des préoccupations de l'Etat

Les échanges entre le gouvernement et les représentants syndicaux de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG), le 5 novembre à Brazzaville, ont été suspendus dans l'attente d'une nouvelle date de reprise. Au centre des préoccupations du personnel figurent notamment les arriérés de salaires et l'amélioration des conditions de rémunération des travailleurs.

À l'issue de la rencontre avec le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Pierre Mabiala, en présence de la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Édith Emmanuel, le président du collège intersyndical de l'UMNG, Ferdinand Owonda, a annoncé avoir obtenu une promesse gouvernementale concernant le paiement imminent du salaire du mois de juin dernier.

« Les négociations vont se poursuivre à une date ultérieure. Dans la foulée, nous avons reçu la promesse du gouvernement concernant le paiement imminent du salaire du mois de juin 2026 aux travailleurs de l'université », a-t-il déclaré.

Pour les agents de cette institution publique, le règlement régulier des rémunérations constitue un enjeu essentiel, tant pour la stabilité professionnelle que pour l'équilibre des ménages. Leurs revendications portent également sur le paiement des autres arriérés de salaire, l'alignement du calendrier de versement des rémunérations sur celui de la Fonction publique et le respect des engagements pris par l'État.



Ferdinand Owonda, un représentant de syndicat de l'UMNG/Adiac

Si la promesse relative au salaire de juin constitue un signal attendu par les travailleurs, plusieurs attentes sociales restent néanmoins à satisfaire. La reprise des travaux devra ainsi permettre d'apporter des réponses concrètes aux préoccupations exprimées par les syndicats.

Malgré cette suspension, Ferdinand Owonda a tenu à rassurer sur la poursuite du processus de concertation, soulignant que cette interruption ne marquait pas la fin du dialogue avec les autorités. L'enjeu reste désormais de transformer les engagements annoncés en mesures effectives, afin de restaurer la confiance des travailleurs et de préserver un climat social apaisé au sein de l'UMNG.

F.I.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La Chine et le Congo dressent le bilan des séminaires de formation

L'ambassade de Chine au Congo a organisé, le 4 novembre à Brazzaville, un colloque des participants aux séminaires en Chine en 2026.

La rencontre a réuni des cadres congolais ayant bénéficié des programmes de formation proposés par la Chine à travers son ambassade, répondant à la mise en œuvre des « dix actions de partenariat pour la modernisation entre la Chine et l'Afrique » adoptées en 2024 lors du Forum sur la coopération entre l'Afrique et la Chine. Ces programmes prévoient 60 000 places de formation en matière de développement des ressources humaines et de partage d'expérience sur la gouvernance. *« Le développement d'un pays repose sur les talents, tout comme le renouveau d'une nation »*, a indiqué l'ambassadrice de Chine au Congo, An Qing. Elle a rappelé que la Chine soutenait les pays en développement dans leur recherche de voies de développement durable adaptées à leurs réalités nationales.

La diplomate chinoise a précisé que depuis 2024 et compte tenu des besoins de développement du Congo, la partie chinoise a successivement organisé plusieurs programmes de formation



L'ambassadrice de Chine au Congo, An Qing/DR

ciblés, couvrant de nombreux domaines, notamment l'économie, le commerce, les transports, l'agriculture, la santé, les infrastructures et la diplomatie avec environ 300 participants chaque année. *« Le rapprochement des peuples constitue le fondement solide de relations interétatiques durables et stables. Les échanges humains sont une source précieuse qui nourrit et fait grandir l'amitié entre nos deux pays »*, a-t-elle souligné.

Elle a salué, par ailleurs, le retour au pays d'un fonctionnaire du ministère de l'Industrie culturelle et touristique, Claver Doukaga Nzamba, titulaire d'un master en tourisme obtenu en Chine après deux années d'études et *« désormais prêt à mettre ses connaissances au service du développement du tourisme national »*, a souhaité l'ambassadrice.

Parmi les cadres présents à ce colloque figurait également le colonel-Major Séraphin Kangala, chef d'état-major adjoint de l'Armée de l'air, illustrant la diversité des secteurs couverts par les programmes de formation chinois, qui s'étendent également aux questions de défense et de sécurité. Les participants ont souligné que ces séminaires leur ont permis de constater les réalisations de la modernisation à la chinoise et de tirer les enseignements des expériences de la gouvernance de la Chine.

La partie chinoise s'est dite disposée à partager constamment avec la partie congolaise ses expériences de développement, afin de donner une impulsion inépuisable à la coopération entre les deux pays.

Le ministre délégué chargé de l'Industrie touristique, représentant le gouvernement, Prince Bertrand Bahamboula, de son côté, a salué la qualité de la coopération entre la Chine et le Congo qui *« s'affirme chaque jour comme un modèle achevé de coopération mutuellement avantageuse, ancrée dans la confiance politique et la solidarité agissante »*. Pour lui, cette alliance d'exception trouve son expression dans l'exercice par le Congo de la co-présidence africaine du Forum sur la coopération sino-africaine aux côtés de la Chine. *« Les formations dont nos cadres ont bénéficié en Chine ne sauraient rester dans les archives du savoir théorique »*, a promis le ministre.

Les échanges entre les deux parties ont également porté sur les perspectives offertes par la montée en puissance des relations bilatérales entre Beijing et Brazzaville. Les participants ont été invités à jouer pleinement leur rôle de pont et à apporter une contribution plus importante à la construction de cette communauté d'avenir liant la Chine et le Congo.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

CONSORTIUM PANAFRICAIN POUR LA PAIX

Emmanuel Onkassa au bureau départemental de Brazzaville

Le bureau national du Consortium panafricain pour la paix (CPP), point focal Congo, que dirige l'évêque Norbert Okana, a élevé, le 30 octobre à Brazzaville, Emmanuel Onkassa comme coordonnateur de l'équipe départementale de cette organisation de la société civile.

L'installation officielle de la nouvelle équipe dirigeante départementale, composée de sept membres, s'est déroulée en présence du coordonnateur général international, le Dr Ernest Djomo Nounga. Elle est dirigée par Emmanuel Onkassa, secondé d'un conseiller départemental, Idas Mesmin Lewerre. Le poste de chargé des finances revient à Aristide Ndzala et celui des relations avec les institutions à Rodelche Dibou Mfira. Le nouveau bureau a un mandat de deux ans renouvelable et sa responsabilité est de travailler dans un esprit d'équipe, de discipline et de transparence.

Peu avant l'installation de ce bureau, le coordonnateur national, Norbert Okana, a demandé à ses membres de considérer la mission comme un engagement au service de l'organisation et de la communauté et non comme un privilège personnel. Il les a invités à faire preuve de disponibilité, de loyauté, de respect de la hiérarchie et d'un engagement constant.

Le bureau départemental a ainsi pris l'engagement d'œuvrer pour la promotion des valeurs de paix et le respect du cahier de charges mis à sa disposition. Pour sa part, le coordonnateur général international du CPP, le Dr Ernest Djomo Nounga, a axé son allocution sur la présentation de cette organisation, son orientation majeure ainsi que la responsabilité de la nouvelle équipe. Le CPP, a-t-il dit, est un mouvement citoyen et panafricain qui rassemble des forces vives du continent. Il est orienté vers la bonne gouvernance sans quoi on ne peut pas parler de paix durable.



Les membres du nouveau bureau départemental/Adiac

D'après lui, cette bonne gouvernance n'est pas un slogan théorique. Elle se traduit par des actions sur le terrain à travers la formation des membres, des leaders d'opinion et de la société civile aux principes de gestion d'éthique, de responsabilité et de transparence.

La bonne gouvernance, a-t-il poursuivi, se traduit aussi par l'observation citoyenne, comme des observations impartiales des processus électoraux et du fonctionnement des institutions publiques. *« Observer, c'est garantir la transparence, prévenir les crises en amont et s'assurer que la voix des citoyens est respectée »*, a-t-il déclaré. Il a ajouté que *« d'autres piliers du CPP sont le panafricanisme concret, la culture de la non-violence ainsi que le nouveau bureau de Brazzaville »*.

S'adressant à la nouvelle équipe départementale, le Dr Ernest Djomo Nounga insisté sur la responsabilité car porter l'insigne du Consortium est un honneur, mais avant tout une charge. Il a émis le souhait d'être un bureau de proximité pour la sensibilisation dans les quartiers, les écoles et les communautés, en travaillant en partenariat et en toute synergie avec les autorités locales ainsi que la société civile de Brazzaville car la paix se construit sur le terrain et non dans les salons.

Au terme de ces propos, il les a encouragés à être exemplaires, rigoureux et impartiaux, des sentinelles de la transparence, des observateurs et organisateurs des séminaires de formation à la citoyenneté pour éveiller les consciences, parce que l'Afrique de demain se dessine aujourd'hui.

Notons que la cérémonie d'installation du bureau départemental a été marquée par la nomination du chargé des relations avec les institutions, Jaly Silas Wamassolo, en remplacement du précédent démis de ses fonctions.

Lydie Gisèle Oko



La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n° 11 de la rue Makoko, Poto-Poto 2, à proximité de la rue Mbochi arrêt le Métro (réf : centre de santé Soeur-Martin).

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

EDUCATION CANNOT WAIT

Raissa Malu plaide à Genève pour le renforcement de la résilience du système éducatif

La ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale et Nouvelle citoyenneté, Raïssa Malu, a porté la voix de la République démocratique du Congo (RDC), le novembre à Genève, en Suisse, à la conférence de haut niveau d'Education cannot wait (ECW), consacréeà la reconstitution des ressources financières.

Intervenant au premier panel de la conférence, Raïssa Malu a d'emblée déclaré que la RDC tient à renforcer la résilience de son système éducatif face aux conflits armés, aux déplacements de la population et aux crises sanitaires. Devant des partenaires internationaux et des gouvernements, elle a présenté les priorités du gouvernement congolais afin de préserver le droit à l'éducation des enfants vivant dans les zones affectées par les crises et la continuité de leur parcours scolaire, particulièrement dans l'Est du pays.

Cette orientation se conforme à la Stratégie de l'éducation et de la formation en situation d'urgence (Sefsu) 2025-2029, adoptée par le gouvernement et portée par le ministère au travers de son Plan quinquennal 2024-2029. C'est un cadre stratégique qui vise à garantir la continuité des apprentissages, renforcer la résilience du système éducatif et améliorer la protection ainsi que l'accompagnement psychosocial des apprenants vulnérables.

L'investissement global de la Sefsu, a-t-elle rappelé, prévoit 824,20 millions de dollars américains pour 2025-2029, dont 326,72 millions d'interventions programmées pour 2027-2029, et près de 249 millions de l'enveloppe concernant directement la continuité éducative, l'accès et la protection des enfants. Il est aussi question de consolider



La ministre d'Etat Raïssa Malu à la conférence d'ECW à Genève/DR

des interventions engagées en Ituri, au Nord-Kivu et au Tanganyika. « Nous avons besoin de financements pluriannuels pour assurer la continuité des interventions. Mais il est tout aussi important de disposer de financements que nous pouvons mobiliser très rapidement », a-t-elle déclaré.

Raïssa Malu a évoqué, par ailleurs, la nécessité de dépasser les réponses exclusivement scolaires pour prendre en compte les différentes vulnérabilités auxquelles les enfants sont confrontés en période de crise. Aussi le gouvernement travaille-t-il avec des partenaires, parmi lesquels ECW, à la mise en place d'espaces temporaires d'apprentissage, au fonctionnement d'écoles provisoires et au soutien des enseignants dans les zones affectées. Et ces interventions doivent s'accompagner de mesures relatives à la nutrition, à l'accès à l'eau, à la santé et à la prise en charge des traumatismes psychologiques.

« Un enfant qui a faim ne peut pas étudier », a-t-elle rappelé, défendant une approche intégrée qui associe éducation, protection et bien-être, et rejoint les interventions soutenues par ECW en RDC, notamment à travers les programmes de résilience pluriannuels qui combinent espaces d'apprentissage sécurisés, nutrition scolaire, accompagnement psychosocial et formation des enseignants. Raïssa Malu n'a pas manqué de mentionner le recours à l'enseignement à distance et la nécessité d'adapter rapidement les réponses éducatives à l'évolution des crises, précisément sanitaires, indispensable pour éviter que les urgences ne compromettent durablement les parcours scolaires.

Appel à l'arrêt des conflits

En outre, la ministre d'Etat a martelé sur l'importance d'investir dans l'éducation en vue de préparer des générations capables de construire des sociétés plus stables et de rompre avec les cycles de conflits et de violences qui privent des millions d'enfants de leur droit à l'éducation. Elle a saisi cette occasion pour lancer un appel à la responsabilité collective avec ce message interpellateur à pratiquement toute la communauté internationale : *« Les crises, notamment les crises climatiques, on peut les gérer. Mais les conflits, nous avons, vous et moi, nous tous, la possibilité de les faire arrêter... Nous devons maintenir les apprentissages, mais nous devons surtout nous assurer de faire arrêter les conflits, de faire arrêter les occupations illégales des territoires et de faire arrêter les exploitations illégales et violentes des ressources naturelles ».*

Réceptifs lors de cette conférence à Genève, des gouvernements, des partenaires internationaux, des bailleurs de fonds, des acteurs du secteur public et privé, etc., se sont engagés à mobiliser illico 541 600 000 de dollars américains, au travers la campagne de « Hope start here» (L'espoir commence ici), afin de permettre à 10 millions d'enfants dans 20 pays, touchés par les crises d'accéder à une éducation de qualité entre 2027 et 2030.

Fonds mondial des Nations unies dédié à l'éducation dans les situations de crise, ECW travaille en collaboration avec les gouvernements, les bailleurs de fonds publics et privés, les agences multilatérales, les organisations de la société civile ainsi que d'autres acteurs humanitaires et du développement, afin qu'aucun enfant ne soit laissé de côté.

Martin Enyimo

CAN PAMOJA 2027

La RDC reçoit la Sierra Leone le 12 novembre

Les Léopards A de la République démocratique du Congo (RDC) recevront, le 12 novembre au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa, les Leones Stars de la Sierra Leone. Leur sélectionneur, Sébastien Desabre, a rendu publique, le 6 novembre, la liste des joueurs retenus pour cette confrontation.

La Coupe d'Afrique des nations (CAN) Pamoja sera organisée conjointement par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Pour les 3e et 4e journées du groupe E des éliminatoires de cette compétition, la RDC sera opposée à la Sierra-Leone. Le premier acte est programmé le 12 novembre au stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa, et le second acte le 17 novembre, au Stade el Abdi à El Jadida, au Maroc. Cette rencontre sera délocalisée car la Sierra ne dispose pas de stade homologué par la Confédération africaine de football (CAF).

Pour ces deux echéances de la CAF, Sébastien Desabre a rappelé le tôlier Cédric Bakambu, exilé à San Diego, aux Etats-Unis (Où il a déjà inscrit quatre buts en neuf matches), préféré à Samuel Essende qui cumule quatorze buts et trois passes décisives en douze matches avec Young Boys de Berne, en Suisse. L'on note le retour du gardien de but Dimitry Bertaud de Forge, au Canada; et la confirmation de deux nouveaux qui decouvrent la tannière des Léopards de la RDC, notamment Ezechiel Banzuzi de Leipzig, en Allemagne, et le prometteur récupérateur Noah Mbamba de Lorient, en France (Passé par le Club de Bruges KV, Bayer Leverkusen, Fortuna Dusseldorf, Dender).

Des absents…

L'on note les absences remarquées du latéral droit Aaron Wan Bissaka d'Aston Villa, en Angleterre, éloigné de terrain depuis sa blessure contractée le 17 octobre dernier lors du match contre Newcastle de Yoane Wissa; du milieu offensif Théo Bongonda d'Al Faysaly FC, en Arabie saoudite; du récupérateur Charles Pickel de Sharjah FC, aux Emirats arabes unis; du défenseur central Dylan Batubinsika du Steaua Bucaest, en Roumanie; de l'attaquant Michael-Ange Balikwisha de La Gantoise, en Belgique; du milieu Aaron Tshibola de Kilmarnock, en Ecosse, etc. Le milieu de terrain Mario Stroeykens d'Anderlecht ne figure pas également sur cette liste, attendu pour ses débuts internationaux avec la RDC, mais qui a retrouvé l'aire de jeu il y a peu, après un moment d'absence pour blessure.

Sébastien Desabre conserve toutefois son noyau, avec des joueurs comme Mbemba, Tuanzebe, Masuaku, Edo et Joris Kayembe, Moutoussamy, Sadiki, Elia, et le retour de Bakambu, etc. Les Léopards sont premiers du groupe E avec 6 points, après deux journées, vainqueurs de la Guinée équatoriale à Kinshasa, le 24 septembre, par 2 -0, et du Zimbabwe à Harare, par 2 -1, devant le Zimbabwe (3 points), la Guinée équatoriale (3 points), et la Sierra Leone (0 point).

Les Léopards retenus

Les gardiens de but retenus parmi les vingt-six de Desabre sont Mathieur Epolo (Standard Liège - Belgique), Dimitry Bertaud (Forge - Canada), Timothy Fayulu (FC Sion - Suisse).

Les défenseurs sont Gédéon Kalulu (Aris Tessalonique - Grèce), Kevin Pedro (Saint-Etienne - Ligue 2 France), Joris Kayembe (Genk - Belgique), Steve Kapuadi (Widzew Lodz - Pologne), Arthur Masuaku (Konyaspor - Turquie), Jordy Makengo (Fribourg - Allemagne), Chancel Mbemba (Al Diriyah - Arabie Saoudite), Axel Tuanzebe (Aj Auxerre - France), et Willy Kambwala (Côme - Italie).

Les milieux de terrain convoqués sont Noah Sadiki (Sunderland - Angleterre), Samuel Moutoussamy (Atromitos - Grèce), Edo Kayembe (Watford - D2 Angleterre), Ngal Ayel Mukau (Lille - France), Noah Mbemba (Lorient - France), Ezechiel Banzuzi (RB Leipzig - Allemagne), Junior Kadile (Lens - France), Nathanael Mbuku (Saint Trond - Belgique), Brian Cipenga (Almeria - D2 Espagne), et Meschak Elia (Alanyaspor - Turquie).

Les attaquants appelés sont Cédrick Bakambu (San Diego / Etats-Unis), Yoane Wissa (Newcastle Utd - Angleterre), Simon Banza (Al Jazira Club - Emirats arabes unis), et Fiston Mayele (Al Ahli SC - Libye).

La Sierra Leone...

Dernier du groupe, La Sierra Léone avait perdu le 24 septembre à domicile, en première journée, contre le Zimbabwe 2-3, dans un scénario inattendu après avoir mené 2-0 jusqu'à la 72e minute. En deuxième journée, le 28 septembre en déplacement, elle s'est s'inclinée devant la Guinée équatoriale 0-1. C'est donc une équipe blessée, à la recherche de ses premiers points, qui affrontera les fauves congolais. Le sélectionneur français des Leones Stars, Didier Gomes Da Rosa, a dévoilé la liste équilibrée de ses hommes.

Les gardiens de but retenus sont Mamadou Jalloh (VPS Vaasan – Finlande), Francis Koroma (Katsina United – Nigeria) et Ibrahim Sesay (Alashkert FC – Arménie).

Les défenseurs sont Abdulai Juma Bah (Augsburg FC – Allemagne), Emmanuel Samadia (Hartford FC – Etats-Unis), Alpha Turay (El Gouna – Égypte), Sallieu Tarawallie (FC Kallon – Sierra Leone), MJ Kamson-Kamara (Kilmarnock FC – Écosse), Osman Kakay (Kosice FC – Slovaquie) et Mohamed Fofanah (East End Lions – Sierra Leone).

Les sept milieux de terrain sont Saidu Bah Kamara (Commercial Bank – Éthiopie), Tyrese Fornah (Northampton FC – Angleterre), Samuel Bekoe (Hafia FC – Guinée), Ibrahim Turay (Stjarnan FC – Islande), Saidu Fofanah (Wolaita Dicha – Éthiopie), Momoh I. Kamara (Elfsborg IF – Suède) et Ra'ees Bangura Williams (Cambridge United – Angleterre).

Enfin, huit attaquants font partie du groupe, notamment Santigie Yusuf Sesay (Arsenal Tivat – Monténégro), Alhassan Koroma (Baniyas – Émirats arabes unis), Daniel Kanu (Notts County – Angleterre), Malachi Jones (New York City – Etats-Unis), Sullay Kaikai (Cambridge United – Angleterre), Augustus Kargbo (Blackburn Rovers – Angleterre), Idris Kanu (Barnet – Angleterre), et Alie Conteh (Inter Turku FC – Finlande).

M.E.

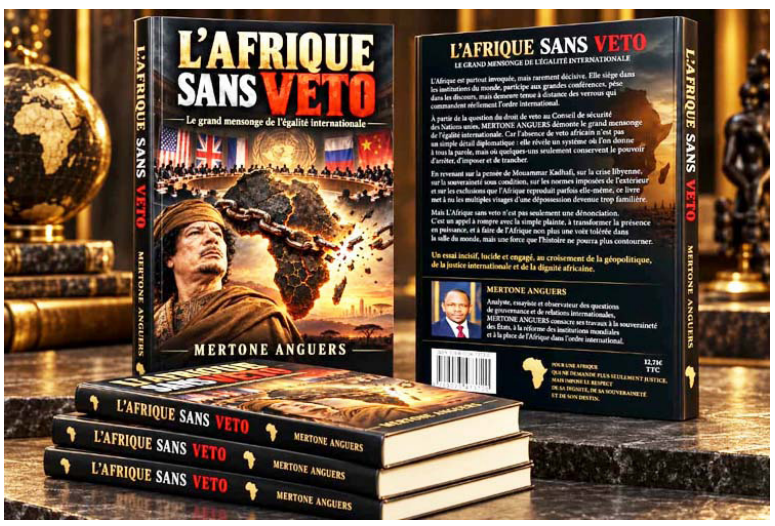
VIENT DE PARAÎTRE

« L'Afrique sans veto, le grand mensonge de l'égalité internationale»

Le nouvel ouvrage de Mertone Anguers de cinquante-huit pages est déjà disponible sur TheBookEdition, en version papier et PDF, depuis le 28 octobre dernier. Dans celui-ci, l'auteur conjugue lecture historique, analyse institutionnelle et propositions de redressement, avec une conviction : l'Afrique doit apprendre à transformer sa présence internationale en influence durable.

L'ouvrage de Mertone Anguers se prête aux entretiens, chroniques littéraires et débats sur la réforme du Conseil de sécurité, la diplomatie africaine et la souveraineté. L'Afrique doit-elle obtenir un veto ou défendre son abolition ? Quel enseignement institutionnel tirer de 2011 ? Comment passer de la revendication à une stratégie continentale ? Telles sont les questions posées dans cet essai qui confronte la promesse d'égalité souveraine aux mécanismes concrets de la gouvernance mondiale; un essai qui ouvre le débat.

L'auteur ouvre son ouvrage sur le discours prononcé par Mouammar Kadhafi, le 23 septembre 2009, à l'Assemblée générale. Sa dénonciation du veto et son geste contre la Charte constituent, pour lui, un point de départ symbolique. Le livre revient également sur la crise libyenne de 2011 et les efforts de médiation de l'Union africaine, sans effacer les responsabilités ni les controverses qui entourent le régime libyen. Mais «L'Afrique sans veto» ne se limite pas à l'Organisation des Nations unies(ONU). En douze chapitres, il étudie aussi la dette, les conditionnalités financières, l'influence des normes extérieures et les formes d'exclusion que certains États africains reproduisent au sein de leurs propres institutions.



Pour Mertone Anguers, l'Afrique est partout invoquée mais rarement décisive. Elle siège dans les institutions du monde, participe aux grandes conférences, pèse dans les discours, mais demeure tenue à distance des verrous qui commandent réellement l'ordre international. Ainsi, à partir de la question du droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, il démonte le grand mensonge de l'égalité internationale. Car l'absence de veto africain n'est pas un simple détail diplomatique : elle révèle un système où l'on donne à tous la parole, mais où quelques-uns seulement conservent le pouvoir d'arrêter, d'imposer ou de trancher.

Une revendication africaine toujours actuelle

Par ailleurs, en revenant sur la pensée de Mouammar Kadhafi, sur la crise libyenne, la souveraineté sous condition, les normes imposées de l'extérieur et sur les exclusions que l'Afrique reproduit parfois elle-même, ce livre met à nu les multiples visages d'une dépossession devenue trop familiale. Il interroge également le pouvoir réel des nations. Et la question centrale que pose l'auteur est celle de savoir pourquoi l'Afrique, forte de cinquante-quatre États membres des Nations unies, demeure-t-elle sans siège permanent ni droit de veto au Conseil de sécurité ? L'ONU, dit-il, affirme l'égalité souveraine des États, tandis que l'article 27 confère aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité un pouvoir de blocage particulier sur les décisions de fond. Il défend l'idée qu'une représentation internationale ne suffit pas si elle ne se traduit pas par une capacité effective d'influencer les choix collectifs.

La question est portée depuis longtemps par la diplomatie africaine. En effet, le «Consensus d'Ezulwini» (2005) demande au moins deux sièges permanents africains au Conseil de sécurité, avec les mêmes prérogatives, y compris le veto tant que ce droit existe. Dans ce contexte, le livre de Mertone Anguers propose une lecture engagée de la place de l'Afrique dans les institutions internationales et de ses propres responsabilités politiques. *« L'Afrique ne doit plus simplement réclamer une place ; elle doit construire les moyens de peser durablement sur les décisions du monde »*, pense l'auteur. Mais l'Afrique sans veto n'est pas seulement une dénonciation. C'est un appel à rompre avec la simple plainte, à transformer la présence en puissance, et à faire de l'Afrique non plus une voix tolérée dans la salle du monde, mais une force que l'histoire ne pourra plus contourner. Tel est l'apport de cet essai incisif, lucide et engagé, au croisement de la géopolitique, de la justice internationale et de la dignité africaine.

Analyste, essayiste et observateur des questions de gouvernance et de relations internationales, Mertone Anguers consacre ses travaux à la souveraineté des États, à la réforme des institutions mondiales et à la place de l'Afrique dans l'ordre international. Tel qu'il le souligne dans cet ouvrage quand il estime que l'Afrique ne demande plus seulement justice, mais impose le respect de sa dignité, de sa souveraineté, et de son destin.

Bruno Zéphirin Okokana

BANDE DESSINÉE

Freddy Lounana présente à Paris « The World of Lisha: The Legacy – Vol. 1 »

Le cinéaste congolais Freddy Lounana, alias Dom Fred, a présenté, le 6 novembre à Paris, la bande dessinée « The World of Lisha: The Legacy – Vol. 1 », réalisée en collaboration avec le créateur Alick Macaire et la société sud-africaine Chocolate Tribe, mettant en lumière les nouvelles perspectives de création et de coopération dans les industries culturelles et créatives africaines.

La rencontre, organisée à l'ambassade de la République du Congo en France, a été animée par Marvyne Loti Loutonadio, en présence du ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé, représentant l'ambassadeur Rodolphe Adada, du scénariste et réalisateur Jean-Michel Loutoby, des professionnels des médias, des partenaires culturels et des membres de la délégation congolaise de la diaspora ayant séjourné en immersion en République du Congo en août dernier.

De 17h à 22h, les échanges ont permis aux deux créateurs de revenir sur la genèse de cette œuvre, son processus de réalisation et les différentes étapes de son développement. Le premier volume de The World of Lisha avait déjà été présenté au public lors du Comic Con Africa 2026, organisé du 24 au 27 septembre au Johannesburg Expo Centre en Afrique du Sud.

Née d'une prise de contact sur les réseaux sociaux, la collaboration entre Dom Fred et Alick Macaire a donné naissance à un univers fantastique peuplé de clans, de dragons et de créatures mystérieuses. L'histoire s'articule sur des secrets d'une ancienne mythologie et d'un héritage susceptible de bouleverser le destin des personnages. Rivalités, quête identitaire et recherche de vérité constituent les principaux ressorts de cette aventure.

À travers cette création, les auteurs explorent les codes de la fantasy tout en revendiquant une identité africaine originale, portée par une mythologie propre et des personnages aux destins croisés.

Raconter l'Afrique autrement

Intervenant au cours de la présentation, Dom Fred a réaffirmé son ambition de raconter l'Afrique autrement à travers l'animation, la 3D et la science-fiction. Se définissant comme un architecte des imaginaires africains, il entend contribuer à faire entrer le cinéma du continent dans une nouvelle dimension.

Une démonstration vidéo a illustré les possibilités offertes par les technologies numériques dans la production d'univers visuels ambitieux. Le réalisateur a plaidé pour une plus grande maîtrise des outils et des chaînes de production par les créateurs africains, afin de leur permettre de conquérir les écrans internationaux. *« Nos histoires méritent les moyens techniques de leur ambition »*, a-t-il déclaré, soulignant toutefois les exigences de la production en 3D, notamment en matière de compétences spécialisées, d'équipements, de logiciels, de financement et de temps. Il a, à cet égard, salué l'accompagnement de l'Afrique du Sud.



Photo de famille lors de la présentation de la bande dessinée « The world of Lisha: The legacy – Vol. 1

Jean-Michel Loutoby, venu de Martinique, est également revenu sur sa rencontre avec Dom Fred à Cannes et sur la construction de leur collaboration artistique. Celle-ci a notamment donné naissance à Nkoa, l'enfant de la forêt, un projet inspiré de la forêt gabonaise, associant recherche anthropologique, écriture cinématographique et création d'un univers visuel immersif.

Produit en 2026, le film d'animation 3D Nkoa, Child of the Forest met en scène deux mondes réunis autour de la sauvegarde d'un sanctuaire menacé. Selon les éléments communiqués par le réalisateur, cette production, mobilisant animation, effets visuels et technologies numériques en temps réel, a obtenu près de trente distinctions internationales, dont deux récompenses de meilleur réalisateur aux Hollywood International Indie Screenplay Awards.

Pour Mounia Aram, autrice, conférencière et entrepreneure franco-marocaine engagée dans la valorisation des talents africains, les industries culturelles et créatives offrent des perspectives prometteuses de coopération, notamment dans la bande dessinée, l'animation et le cinéma.

Former une nouvelle génération

Au-delà de la création artistique, Dom Fred a insisté sur la nécessité de former et de transmettre les savoir-faire. À travers sa société implantée à Gradignan, près de Bordeaux, il envisage de développer des ateliers pilotes avec des établissements de formation et des partenaires technologiques, afin d'accompagner de nouveaux talents dans la réalisation de projets concrets. *« Je suis convaincu que les créateurs africains doivent pouvoir non seulement raconter leurs histoires, mais aussi maîtriser les outils qui leur permettent de leur donner vie et de les faire voyager »*, a-t-il affirmé.

Le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé a salué une œuvre témoignant de la créativité africaine et de la capacité des talents du continent à mobiliser les nouvelles technologies au service de leurs imaginaires. La présentation parisienne a ainsi mis en évidence les possibilités de coproduction, de transmission et de coopération internationale, tout en contribuant à la visibilité des créateurs africains sur la scène mondiale.

Marie Alfred Ngoma

HOMMAGE

L'œuvre de Ngoïe-Ngalla revisitée à travers un colloque

La ville de Madingou, dans le département de la Bouenza, a accueilli du 29 au 31 octobre dernier un colloque international en hommage au professeur des universités, Dominique Ngoïe-Ngalla. Placées sur le thème « Dominique Ngoïe-Ngalla : trajectoire historique, littéraire et philosophique d'un érudit des temps modernes », ces assises scientifiques ont réuni des chercheurs, des universitaires et des personnalités de divers horizons autour de l'examen de l'œuvre et de l'héritage intellectuel de cette figure majeure de la pensée africaine.

La cérémonie d'ouverture du colloque a été marquée par sept allocutions, dont celles du préfet du département de la Bouenza, Marcel Ganongo; de Milan Milaud Konghot, coordonnateur du Réseau des cadres et capacités des pays du Niari; de Hubert Mfoutou, président du comité d'organisation, qui a présenté le colloque comme une exigence à la fois mémorielle et intellectuelle. *«Si Dominique Ngoïe-Ngalla n'est plus physiquement parmi nous, son esprit, sa pensée et son œuvre continuent de vivre à travers les générations qu'il a formées et les questionnements scientifiques qu'il a suscités»,* a-t-il fait observer.

Pour sa part, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Belinda Ayessa, a évoqué la dimension profondément humaine et éducative de la personnalité du professeur. Selon elle, Dominique Ngoïe-Ngalla ne se contentait pas de transmettre des savoirs : il incarnait cette noblesse d'esprit et de cœur qui distingue les véritables éducateurs des simples dispensateurs de connaissances. L'éducation pour cet intellectuel ne consistait pas seulement à enrichir l'intellect, mais également à éveiller les consciences, à façonner les esprits et à reconnaître en chaque être humain une dignité fondée sur le respect et la considération.

Le doyen de la Faculté des lettres, arts et dciences humaines de l'Université Marien-Ngouabi et président du comité scientifique de ce colloque, le Pr Évariste Dupont Boboto, a de son côté mis en vedette les qualités intellectuelles, pédagogiques, humaines et de chercheur chevronné qu'incarnait Dominique Ngoïe-Ngalla.

A son tour, le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Rigobert Maboundou, a présenté le colloque comme une véritable fête de l'imagination, de la présentation et de la valorisation des résultats de la recherche. Il a ainsi rappelé la vocation fondamentale de telles rencontres dans la promotion de la connaissance et le rayonnement de la communauté scientifique.

Ouvrant la rencontre, le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Pierre Mabiala, l'a inscrite dans une dynamique nationale de reconnaissance et de valorisation du patrimoine intellectuel. Le parrain du colloque a notamment rappelé que la mémoire conserve les traces du passé, tandis que l'histoire les soumet à l'analyse, à la confrontation des sources et à la rigueur de la démonstration. Leur complémentarité permet ainsi aux peuples de mieux comprendre leur identité, sans s'enfermer dans la nostalgie ni renoncer aux exigences de la vérité. La réflexion scientifique consacrée au Pr Dominique Ngoïe-Ngalla s'inscrit précisément dans cette ambition plus vaste de valorisation du patrimoine intellectuel africain, a déclaré le ministre d'État dans son mot d'ouverture.



Les participants au colloque international en hommage au Pr Dominique Ngoïe-Ngalla/DR

Plusieurs axes transversaux ont marqué les communications scientifiques

Sitôt après, les participants au colloque ont suivi la conférence inaugurale intitulée «Ngoïe-Ngalla ou la transaction du Kimuntu», animée par le Pr Omer Massoumou. Il s'est attaché à explorer la personnalité, le parcours intellectuel et l'œuvre du Pr Dominique Ngoïe-Ngalla. Dans son analyse, le conférencier a présenté ce dernier comme un scientifique doté d'un savoir encyclopédique, nourri aussi bien par la connaissance de la culture bantoue occidentale que par celle des autres traditions intellectuelles. Cette maîtrise de plusieurs univers culturels lui permettait d'appréhender la totalité humaine non comme un ensemble uniforme et indifférencié, mais comme une constellation de singularités dont chacune participe à la manifestation du tout. C'est précisément cette totalité, envisagée à travers la pluralité des expériences et des expressions humaines, que le colloque s'est proposé d'interroger. Il s'agissait donc, à la fois, de revisiter la production intellectuelle de l'enseignant-chercheur et de rendre hommage à l'éminent universitaire.

Les communications scientifiques se sont organisées autour de plusieurs axes transversaux : la formation intellectuelle et l'enracinement culturel de Dominique Ngoïe-Ngalla ; la reconstruction de l'histoire et de la mémoire africaines ; la littérature comme espace de création et de transmission ; les rapports entre identité, altérité et vivre-ensemble ; les relations entre ethnicité, État et citoyenneté ; les problématiques du développement africain ; et enfin, les dimensions religieuse, humaniste, linguistique et pédagogique de son œuvre.

Les interventions du Pr Théophile Obenga, de Hervé Diata, des dames Belinda Ayessa et Claudine Munari, du ministre d'État Florent Ntsiba, directeur de cabinet du chef de l'État, du ministre d'État Pierre Mabiala, de Mgr honoraire Daniel Mizonzo, du Pr André Patient Bokiba, d'Emmanuel Poupet, de René Mboungou, de Paul Kibangou, de Jean Michel Youlou Bayenda, de Julien Mbambi et de Fulgence Mouangou ont permis de revenir sur les différentes facettes de l'homme. À travers ces témoignages, se sont dégagés les traits marquants de sa personnalité : l'honnêteté intellectuelle, la rigueur scientifique, l'humilité, le sens du partage et l'engagement pédagogique. Ces prises de parole ont également rappelé l'empreinte durable qu'il a laissée dans la vie de ses proches, de ses collègues, de ses étudiants et de la communauté universitaire.

La palabre vespérale a porté, quant à elle, sur le thème « Le mythe Ngoïe-Ngalla : entre héritage et transmission intergénérationnelle ». Ce moment d'échange a prolongé les réflexions scientifiques dans un cadre propice à la confrontation des expériences, à la transmission des souvenirs et à l'interrogation sur la manière dont une œuvre et une personnalité intellectuelle s'inscrivent durablement dans la mémoire collective. Il a ainsi permis d'aborder les conditions de pérennisation de l'héritage du professeur, au-delà de l'hommage circonstanciel qui lui était rendu.

Dominique Ngoïe-Ngalla, un intellectuel pluridimensionnel

Au terme des trois journées de réflexion scientifique, le colloque international en hommage au Pr Dominique Ngoïe-Ngalla a permis de mesurer l'étendue et la profondeur de sa contribution à la pensée congolaise et africaine. À travers la diversité des communications présentées, s'est progressivement dessinée la figure d'un intellectuel pluridisciplinaire dont l'œuvre articule l'histoire, la littérature, la philosophie, l'anthropologie, la religion et la pensée politique. Son héritage apparaît à la fois comme un patrimoine scientifique et littéraire, un instrument de compréhension des sociétés africaines et un programme de recherche ouvert aux générations futures. Il invite à réinterroger les mémoires historiques, à déconstruire les représentations discriminatoires, à repenser les rapports entre identité et citoyenneté et à promouvoir une conception du développement fondée sur la responsabilité collective et l'autonomie intellectuelle.

Les travaux ont également mis en évidence l'actualité des questionnements portés par le Pr Dominique Ngoïe-Ngalla. Ses réflexions sur les identités africaines, la construction de l'État, la dignité humaine, la transmission des savoirs et les conditions de l'émancipation intellectuelle demeurent des ressources précieuses pour comprendre les sociétés contemporaines et envisager leur devenir. Au-delà de l'hommage rendu à un universitaire éminent, ces assises ont donc constitué un moment privilégié de réflexion sur la place de l'intellectuel dans la société, les responsabilités de l'université et les conditions de production d'une pensée africaine libre, critique et profondément enracinée dans ses réalités historiques et culturelles.

Ce colloque a enfin rappelé que la meilleure manière de faire vivre l'héritage de Dominique Ngoïe-Ngalla consiste à poursuivre le travail scientifique qu'il a engagé, à soumettre ses idées à la discussion critique et à transmettre aux nouvelles générations le goût de la recherche, l'exigence de rigueur et le sens de la responsabilité intellectuelle. A l'issue des travaux, des motions et des recommandations ont été prises.

Bruno Zéphirin Okokana

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Ligue des champions, 4e journée de la phase de ligue

L'Atletico Madrid s'incline au Metropolitano face au Bayern Munich (0-2). Jorge Dominguez Lituba est resté sur le banc.

Lille prend un point à Bod-Glimt (0-0). Titulaire, Dilane Bakwa a cadré un tir avant sa sortie à la 86e minute. Insuffisant.

Youth League, 4e journée de la phase de ligue

Les U19 du PSG sont battus à Villarreal (0-3), avec Axel Koukaba titulaire en défense centrale et averti à la 49e minute.

Les U19 de Lille reviennent bredouilles de Bodo/Glimt (1-2). Remplaçant, Evrack Nkounkou est entré à la 46e minute et a reçu un carton jaune à la 51e.

Angleterre, 14e journée, 2e division

West Bromwich Albion est tenu en échec par Southampton (1-1). Le côté droit était occupé par Bryann Pereira, latéral, et Rabby Nzingoula, milieu. Ce dernier a été averti à la 66e minute et remplacé à la 71e.

Middlesbrough est défait à Wrexham (0-2). Adilson Malanda était titulaire au poste de défenseur gauche.

Albanie, 10e journée, 1re division

Archange Bintsouka est entré à la 78e minute lors du succès du Partizani à Teuta (1-0).

Bulgarie, 14e journée, 1re division

Ryan Bidounga, titulaire, et le Lokomotiv Sofia chutent à domicile face au Botev Plovdiv (2-5).

Bulgarie, 14e journée, 2e division

Svoge concède le nul 1-1 face à la réserve de Ludogorets, avec Yann Batola titulaire dans les buts, mais sans le capitaine Junior Nzila, absent pour la première fois de la saison.

Espagne, 10e journée, 3e division, groupe 2

Huesca soumet le Gimnastic Tarragone (2-0), avec un Yann Kembo solide en défense.

France, 9e journée, 1re division

Brest s'impose 2-0 à Lorient, avec Bradley Locko, souvent impacté par la vitesse de Sylla.

France, 11e journée, 2e division

Nancy déroule sur la pelouse du Red Star (4-1). Après un intérim réussi au poste de la latéral droit, Nehemiah Fernandez, axial de formation, a régalé au poste de latéral gauche. Auteur d'une grosse prestation défensive (Neuf dégagements, quatre interceptions, deux récupérations, quatre duels remportés sur six), l'ancien Parisien a marqué le but du 2-1 d'une tête dans les six mètres à la 45e+4 minutes.

Averti à la 70e minuteet remplacé à la 90e, il totalise déjà trois buts cette saison.

Josué Escartin n'était pas dans le groupe francilien.

Géorgie, 31e journée, 1re division

Malgré le retour de Romaric Etou en défense, Dila Gori revient bredouille de Kutaisi (1-2). A cinq journées du terme, le vice-champion est 6e avec 15 points de retard sur le podium.

Italie, 10e journée, 1re division

Sassuolo s'incline face à la Fiorentina (2-4). Remplaçant, Daryll Bakola est entré à la pause, à 1-1.

Israël, 9e journée, 1re division

L'Hapoël Tel Aviv bat l'Hapoël Haïfa 2-1, avec Fernand Mayembo, titulaire et capitaine.

Malte, 11e journée du tournoi d'ouverture, 1re division

Marsaxlokk cartonne à Gzira 5-0, avec Christoffer Mafoumbi titulaire dans les buts. Slovénie, 14e journée, 1re division

Koper l'emporte 2-1 à Bravo. Remplaçant face à son ancienne équipe (2022-2023), Simon Nsana est entré à la 72e minute.

Turquie, 10e journée, 1re division

Alanyaspor et Gaïus Makouta, remplacé à la 55e minute, sont balayés à Genclerbirligi (0-5).

Ukraine, 11e journée, 1re division

Même score pour Kudrivka, humilié chez le Karpaty Lviv (0-5). Titulaire au poste de milieu gauche, Faites Prévu Kaya Makosso a été remplacé à la 60e minute, à 0-2.

Camille Delourme

AVIS DE RECRUTEMENT

Une Ferme d'élevage à Kombé (Loua)

Recherche en Urgence ;

1-Porcher

1-Gardien

1-Pisciculteur

1-Cuniculteur

Avoir une experience professionnelle souhaitée .

Tel; 00242 0666 23 12 24 /057233759

AFRICA CUP DE JUDO JUNIORS

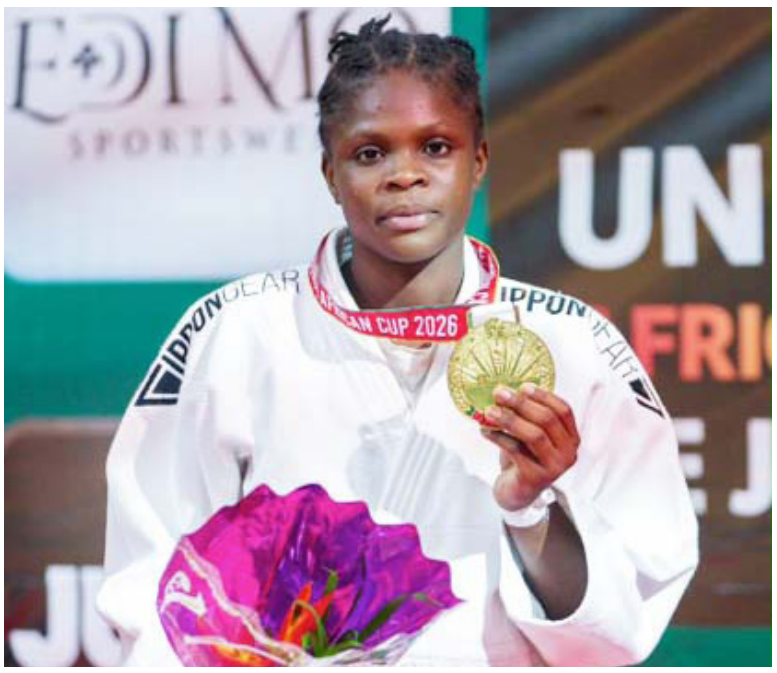
Le Congo termine deuxième

Malgré des difficultés logistiques ayant contraint les athlètes à effectuer le trajet Brazzaville-Yaoundé par voie terrestre, faute de moyens financiers, la délégation congolaise a réalisé une belle performance à l'Africa cup de judo juniors, disputée le 6 novembre au Cameroun. Avec neuf médailles, dont trois en or, cinq en argent et une en bronze, le Congo s'est classé deuxième sur quatorze pays participants.

La jeunesse congolaise du judo s'est illustrée sur les tatamis de Yaoundé à l'occasion de l'Africa cup juniors 2026, réalisant une performance remarquable qui lui a permis de décrocher neuf médailles.

Chez les dames, Rosine Titi Mabiala a remporté la médaille de bronze dans la catégorie des -57 kg. En -48 kg, Triphene Choua Abomi Otora s'est adjugée la médaille d'argent. La catégorie des -52 kg a particulièrement souri aux Congolaises, avec la médaille d'or obtenue par Chance Symphora Mankala Oyilantama, tandis que sa compatriote Juldia Florence Péa a décroché l'argent.

« *Je suis fière de cette performance, parce que nous avons connu beaucoup de difficultés. Notre participation était incertaine. Merci infiniment au président de la Fédération, Me Neyl Francis Ata Assiokarah pour son engagement. Nous allons continuer à honorer le Congo malgré les difficultés et le manque d'accompagnement* », a indiqué la championne d'Afrique, Symphora Chance Mankala Oyilantama



Une judokate congolaise/DR

Chez les messieurs, Jhoey Joseph Mpenaya a offert au Congo une médaille d'or dans la catégorie des -60 kg. Dans cette même catégorie, Rabby Parker Mbamba a terminé avec la médaille d'argent. Rostand Itoua s'est également illustré en remportant l'or chez les -73 kg. En -81 kg, Emmanuel Héritier Nkaya Biensa a obtenu la médaille d'argent, tandis que Pavie Rodney Aka a complété le tableau masculin avec une autre médaille d'argent dans la catégorie des +100 kg.

Cette deuxième place à l'Africa cup juniors de Yaoundé constitue ainsi un résultat encourageant pour le judo congolais. Elle confirme le potentiel des jeunes athlètes et leur capacité à se distinguer sur les tatamis africains, même dans des conditions difficiles. Avec neuf médailles au compteur, les judokas congolais signent une participation fructueuse à Yaoundé et portent haut les couleurs du pays.

Rude Ngoma

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Démarrage de la pose des défenses de quai au Môle Est

Au Port de Pointe-Noire où elle construit un deuxième terminal à conteneurs, le Môle Est, Congo Terminal, filiale d'Africa Global Logistics a entamée l'installation de 65 défenses de quai de cette infrastructure portuaire destinée à renforcer le flux des échanges commerciaux.



Une vue du Môle Est avec des défenses de quai/DR

L'opération de pose des défenses se déroule en deux phases sur un linéaire total de 750 mètres de quai. La première verra l'installation de 35 défenses d'ici la fin de l'année, sur les 400 premiers mètres, tandis que la seconde qui débutera en 2027 permettra de poser les 30 défenses restantes sur les 350 mètres suivants et de finaliser les travaux.

Peu visibles dans l'armature portuaires, les défenses de quai jouent un rôle essentiel, car elles servent d'amortisseur géant qui protègent les navires des chocs lors de l'accostage.

Leur composition est faite d'un bloc de caoutchouc haute résistance, protégé par un panneau d'acier à surface glissante et ancré au quai par des fixations et des chaînes permet de garantir des opérations sûres à chaque escale. « *Un accostage se joue en quelques secondes, mais sa sécurité se prépare des mois à l'avance. Ces défenses sont la première ligne de protection de chaque navire qui viendra à quai. Sur le Môle Est, la sécurité des opérations n'est pas un objectif parmi d'autres : c'est notre standard* », a indiqué Jérôme Mouille, responsable QHSE Congo Terminal au Projet Môle Est.

Selon l'entreprise, ce démarrage de pose des défenses marque une avancée concrète dans la mise en œuvre de ce projet majeur d'extension et de modernisation du Port autonome de Pointe-Noire.

Guy-Gervais Kitina

MUSIQUE

Makhalba Malecheck dévoile son nouvel album « Tant attendu »

Entre introspection, réalités urbaines et ambition continentale, l'artiste Makhalba Malecheck livre le manifeste intime et culturel d'un rappeur ancré dans son nouvel album « Tant attendu », disponible sur toutes les plateformes à partir du 6 novembre.

A travers son album-miroir, Makhalba Malecheck dévoile un projet de seize titres et des collaborations de haute facture qui transcende les frontières du rap. L'artiste explique qu'il vient de dévoiler un volcan artistique calibré pour broyer et consumer toute concurrence sur son passage, sans aucun état d'âme.

Avec des textes véhiculant des messages divers, Makhalba se livre sans fard sur les sacrifices consentis pour la musique, les obstacles surmontés et cette boussole intérieure, la détermination, qui l'a toujours poussé à avancer malgré les tempêtes. L'album s'ouvre par le titre « Intro bienvenue », marquant les premiers pas de cette immersion.



Un parcours de résilience et de sacrifices

Loin des postures stéréotypées du rap game, l'artiste assume ses multiples facettes au fil des morceaux. Il se positionne comme un compétiteur acharné avec « Makambo na mesa » et « La cité »; comme l'homme qui se livre à travers « La melo », mais aussi celui qui doute, qui rêve, et qui refuse catégoriquement d'abdiquer. Ce projet porte également le poids et la beauté des réalités de la rue. La jeunesse, les défis du quotidien, ainsi que la richesse de l'identité et la splendeur de l'Afrique irriguent l'ensemble de l'œuvre, magnifiée par le titre « Belle Afrique » (Featuring Mariusca La Slameuse & Oupta).

L'album sait se faire percutant et conscient avec « Street réalité » (Feat. Le Vayce), « Dangereux silencieux », « Vanité » (Feat. Ben Braco) et « Rêve obscur ». Il se fait ensuite grave et poétique lorsqu'il aborde des thématiques sociales poignantes avec « Sans abri », témoignant d'une sensibilité rare. Poursuivant sa quête avec « Mission » (Feat. Kelly Zul), « Courage » (Feat. RJ Kanierra), « Bonne chance » et « Aux aguets », l'artiste affirme son enracinement congolais tout en visant une ambition qui dépasse les frontières.

Pour couronner cette fresque musicale, Makhalba propose un final percutant avec le titre « Bonus : humour té Kongo » (Feat. Kosar, Flatt Boy, Rine K, Jessy B & Nigo Bugatty), avant de clore le rideau en beauté avec « Outro tous morts ».

Distribué par Believe et produit sous le label Masséké Production, cet opus s'annonce d'ores et déjà comme un jalon incontournable.

De son identité réelle Serge-Junior Elion-Nkou, Makhalba Malecheck est un rappeur et artiste congolais. Né à l'aube d'une carrière qu'il a débutée en 2009 à Casablanca, au Maroc, avant de s'imposer durablement sur la scène musicale nationale à partir de 2010, il est pionnier du style « Rap mboka mboka », fusionnant habilement les sonorités traditionnelles congolaises aux codes du hip-hop contemporain. Il s'est distingué à travers des projets marquants tels que son premier album « Bible fétiche» en 2014 et de nombreux succès salués par la critique et récompensés sur la scène artistique. Figure incontournable des musiques urbaines au Congo, il continue de porter haut les couleurs du rap à travers des œuvres percutantes et ancrées dans les réalités de son identité culturelle.

R.Ng.

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Quand Moscou attire les regards

La Russie a beaucoup misé dans l'organisation de son troisième sommet avec l'Afrique, représentée à Moscou, la capitale fédérale, par quarante-huit délégations officielles parmi lesquelles une vingtaine conduite par les chefs d'État et de gouvernement.

Le troisième sommet Russie-Afrique a vécu. Et n'est pas passé inaperçu. Réunis dans la capitale russe les 28 et 29 octobre, les dirigeants ont émis le vœu de donner une nouvelle impulsion à leur relation en prônant la souveraineté, l'indépendance et le multilatéralisme dans les relations internationales, tout en insistant tout particulièrement sur la diversification et le renforcement des partenariats.

Les domaines stratégiques comme la formation, la culture, l'économie, les médias, le numérique, l'énergie, la technologie, l'agriculture, la santé, l'environnement, l'intelligence artificielle, la sécurité, la politique et la diplomatie ont permis aux deux parties de faire un tour d'horizon quasi complet des opportunités dont devrait se nourrir une coopération « historique », souhaitée davantage « décomplexée » ou « gagnant-gagnant », qui attend de faire à nouveau ses preuves.

Sur le plan protocolaire, cela va sans dire, le président russe, Vladimir Poutine, s'est réjoui d'accueillir ses homologues, nombreux, venus confirmer la fiabilité d'un cadre de dialogue lancé en 2019 à Sotchi, qui a connu l'étape de Saint-Pétersbourg en 2023 et s'est poursuivi depuis. Le chef du Kremlin a saisi cette occasion pour écouter ses pairs, leur parler et faire s'exprimer les experts et officiels russes des bénéfices que l'Afrique et son pays pourraient tirer de leur partenariat.

Au pas de charge

Le sommet des chefs d'État proprement dit a constitué le plat de résistance d'un rendez-vous dense, décliné en plusieurs séquences : forum des jeunes, forum des médias, forum des pays exportateurs de gaz, forum économique et humanitaire ; autant d'opportunités d'échanges mises à profit par les interlocuteurs concernés. Sur la base de ces différents axes, Moscou et ses partenaires africains ont multiplié les arguments mais aussi les acteurs pour en défendre la pertinence.

Pour la vingtaine de chefs d'État africains et de responsables de délégation, la Russie est un partenaire avec lequel se dégage une convergence de vues sur les questions de développement. Il a d'ailleurs été rappelé en premier lieu les luttes de libération des pays du continent et salué le rôle joué par l'ex-Union soviétique à cette époque difficile.

Dans le contexte des nouveaux défis communs, cet élément historique devenant un préjugé de confiance quand Moscou assoie son argumentaire sur le fait que la coopération avec l'Afrique, naguère idéologique si l'on peut dire, essentiellement culturelle et éducative, embrasse désormais le champ très concurrencé du business dans lequel l'ancien « empire communiste » est resté longtemps à tenir les seconds rôles comparativement aux puissances européennes ou occidentales.

Aujourd'hui, fortes de leur expertise, les entreprises russes investissent en Afrique et sont présentes dans l'exploitation des hydrocarbures et des minerais, tandis que s'obverse en même temps une présence dans le domaine militaire et de la sécurité à travers les contingents d'Africa Corps, qui relèvent du ministère russe de la Défense. Les autorités russes portent un modèle de coopération qui se distingue par la formation de l'élite locale et le transfert de technologies.

La construction en Égypte par Rosatom d'une centrale nucléaire de 400 mégawatts à hauteur de 25 milliards de dollars est un des projets phares des investissements de la Russie en Afrique. Moscou se dit prêt à multiplier de telles initiatives avec l'installation, à la demande des requérants éventuels, des centrales de petite taille pour apporter des solutions à l'épineux problème de l'électrification du continent tout en évoquant les avantages du nucléaire civil dans les secteurs vitaux de la santé et de l'agriculture.

Jeunesse, éducation, formation et médias

Sur les questions d'éducation et de formation, d'après les officiels russes, la nouveauté réside dans l'augmentation constante de l'offre de bourses universitaires. Les circuits officiels reconnus permettent de suivre le cursus des étudiants qui sont formés pour retourner dans leurs pays respectifs comme acteurs du développement. Sur ce plan les « Maisons russes », véritables centres de sélection et d'accompagnement des candidats à la bourse, jouent un rôle essentiel qui a été mis en évidence durant le forum dédié à la jeunesse. En 2025, la Fédération de Russie en comptait une bonne vingtaine sur le continent. L'apprentissage de la langue de Pouchkine - dont l'ascendance africaine est notoire - y est assuré et progresse.

Autre centre d'intérêt, la presse avec cette interrogation : comment et qui doit raconter le vécu des sociétés dominées en apparence par un narratif venu d'ailleurs ? Autour de cette problématique, les participants au forum des médias ont reconnu la nécessité de créer des partenariats entre les organes de presse pour s'approprier le traitement de l'information tirée de sources locales identifiées et authentifiées. Ils ont également débattu du foisonnement des réseaux sociaux, des dangers que représentent les contenus tronqués, ou dangereux pour la jeunesse, relayés sur les plateformes de partage par certains internautes ou bloggeurs, souvent anonymes qu'il conviendrait à terme de « désanonymiser » de sorte que chacun réponde de ses responsabilités en cas de dérive.

Industrie gazière

Le 27 octobre, le 8e sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz a réuni autour de Vladimir Poutine les dirigeants venus d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Asie-Pacifique. Pour débattre des questions liées à la production et à la consommation de cette matière stratégique dans un environnement international marqué par les crises et les incertitudes multiples.

La déclaration adoptée à l'issue de cette rencontre a mis l'accent sur la nécessité de préserver la stabilité du marché mondial du gaz, d'éviter d'entraver les circuits d'approvisionnement. Pour le président de la Fédération de Russie : *« le rôle du gaz naturel comme pilier de l'énergie et de l'agriculture mondiale est appelé à se renforcer »*. Il a cependant déploré la crise entretenue par une avalanche de restrictions que certains pays ont mis en œuvre *« contre la normalisation des échanges en matière d'équipements et de technologies liés à l'industrie gazière »*.



La plénière des Chefs d'État/DR

L'économie et l'humanitaire



La photo de famille des dirigeants ayant pris part au sommet/DR



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine au Kremlin

Le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique a été de 27 milliards de dollars en 2025, ont annoncé les autorités russes. L'ambition est d'atteindre 50 milliards d'ici quelques années. À la faveur du forum économique et humanitaire organisé en parallèle, 104 accords ainsi que 62 mémorandums ont été signés couvrant les secteurs d'activités énumérés plus haut. Moscou s'est engagé à poursuivre la fourniture des céréales à ses partenaires africains à titre de don et de contrats, rappelant qu'en 2025, quelque dix-huit millions de tonnes de céréales ont quitté les ports russes pour le continent.

Sommet des chefs d'Etat

Tout comme le Centre de presse dans le quartier huppé de Moscou, le Kremlin n'a pas désempli les jours du sommet Russie-Afrique. Son locataire n'aura fermé l'œil que bien tard du fait du cycle interminable des audiences en tête-à-tête avec ses homologues, couronnées par une grande plénière. Il y a eu aussi cette séquence d'échange de poignées de mains dans la soirée, durant laquelle Vladimir Poutine, vedette du jour certes, mais sans bomber le torse, a reçu à tour de rôle ses invités de marque dont certains étaient accompagnés de leurs épouses. Homme à l'allure plutôt mesurée dont le nom est abondamment cité en diverses occasions par ses administrateurs comme par ses détracteurs, il n'a pas le sentiment de se placer au-dessus des autres dirigeants. *« Je ne suis pas le guide»* répondait-il, le 29 octobre, à un journaliste qui lui prêtait ce rôle lorsqu'en compagnie de ses invités chefs d'Etat, Vladimir Poutine prenait la parole au cours de la visite de l'exposition sur les réalisations de son pays dans le domaine des infrastructures. Ou encore ce recadrage poli : *« Je ne peux pas corriger l'histoire, d'autant que l'histoire est ce qui a été»*, répondait-il à un autre journaliste pour qui le chef du Kremlin était en quelque sorte devenu un leader exceptionnel. Ce qui n'empêche pas le président russe de rester sur ses gardes face aux forces extérieures qui chercheraient à *« infliger une défaite stratégique à son pays»*.

Au cours des différentes prises de parole, chaque dirigeant a exposé sa vision de la coopération formalisée à Sotchi en 2019. Les attentes sont si nombreuses qu'il serait difficile de les lister dans ce texte. Néanmoins l'esprit du sommet est incontestablement que l'Afrique et la Russie ont bel et bien pris rendez-vous pour que soient préservés les principes de souveraineté, de non-ingérence, d'indépendance et de préservation des relations internationales dans le cadre de l'Organisation des Nations unies, de l'Union africaine et des BRICS, dont la Russie, tout comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, est un des principaux acteurs. L'Organisation attire de nombreux pays du Sud, qui entendent prendre la place qui leur revient dans un monde en pleine mutation. Ce message a été repris au cours de la conférence de presse conjointe animée, le 29 octobre par Vladimir Poutine et Évariste Ndayishimiye (chef de l'Etat burundais et président en exercice de l'Union africaine), ce dernier déclarant que les richesses de l'Afrique devraient servir à l'amélioration des conditions de vie des populations. Et d'ajouter qu'il fallait désormais passer de la parole à l'acte.

L'épine kiévienne

Le conflit en Ukraine entrera bientôt dans sa cinquième année. Déclaré le 24 février 2022, quand la Russie a lancé son opération militaire spéciale dans le but, expliquait le Kremlin, de «démilitariser et dénazifier» Kiev, ce conflit est source de tensions grandissantes avec l'Europe des vingt-sept à laquelle s'est jointe l'Angleterre. Il reste une épine dans le pied des autorités russes qui veulent en finir, de préférence par la négociation, pour se pencher sur les problèmes du quotidien qui ne manquent pas. Et surtout pour permettre au pays de mieux aborder son déploiement économico-stratégique hors de ses frontières.

Confrontée à une série de sanctions comme aucun autre pays ne l'a été auparavant (plus de 30 000 sanctions, rappelait la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, lors d'une conférence de presse le 27 octobre), la Russie fait preuve de résilience tout en souhaitant voir aboutir les négociations menées sous l'égide des Etats-Unis. Parlant de paix, le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, a souligné avec force combien Brazzaville est attachée à privilégier le dialogue dans la résolution des conflits.

Le fameux deal « gagnant-gagnant

Nul doute que le sommet Russie-Afrique de Moscou a posé les bases de nouveaux engagements entre les deux parties comme les chefs d'État l'ont unanimement reconnu. Il reste que les interlocuteurs africains de Moscou doivent retenir une variable : la Russie est une économie de marché qu'il convient d'observer en tenant compte de la place qu'occupent les affaires. Le véritable challenge de ce partenariat réside dans cette nouvelle façon de voir les choses.

Gankama N'Siah